



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



Ernst & Young et Autres
Tour First
1 place des Saisons
TSA 14444
92037 Paris La Défense

Vallourec S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Vallourec S.A.

12 rue de la Verrerie - 92190 Meudon

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

Ernst & Young et Autres
SAS à capital variable
Société de commissariat aux comptes
Siège social :
Tour FIRST
1 place des Saisons
TSA 14444
92037 Paris La Défense
438 476 913 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Ernst & Young et Autres
Tour First
1 place des Saisons
TSA 14444
92037 Paris La Défense

Vallourec S.A.

12 rue de la Verrerie - 92190 Meudon

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de la société Vallourec S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Vallourec S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles de l'UGT « Vallourec South America Tubes »	
Note 4.2 – « Tests de pertes de valeur » de l'annexe aux comptes consolidés	
Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Au 31 décembre 2024, la valeur nette comptable des actifs courants et non courants de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) « Vallourec South America Tubes » s'élève à 996 millions d'euros (6 402 millions de BRL) dont 33,7 millions d'euros de valeur nette d'écart d'acquisition.</p> <p>Comme indiqué dans la note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés, un test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an pour les UGT comprenant des actifs à durée de vie indéterminée, c'est-à-dire des écarts d'acquisition dans le cas du groupe Vallourec.</p> <p>Un test de dépréciation a été réalisé au 31 décembre 2024 sur l'UGT « Vallourec South America Tubes », à laquelle un écart d'acquisition a été affecté. Les actifs non courants représentent 566 millions d'euros (3 636 millions de BRL), et les actifs courants représentent 430 millions d'euros (2 766 millions de BRL).</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons pris connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du processus d'élaboration et d'approbation des estimations et hypothèses retenues par la direction dans les tests de dépréciation, et - des modalités d'approbation des résultats de ces tests par le conseil d'administration. <p>Nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - examiné le modèle retenu pour déterminer la valeur recouvrable de l'UGT « Vallourec South America Tubes » ; - rapproché la valeur comptable des actifs faisant l'objet des tests de dépréciation aux comptes consolidés ; - analysé la cohérence des prévisions de flux de trésorerie et des hypothèses préparées par la direction pour l'UGT testée avec le budget 2025 et le plan stratégique à cinq ans approuvés par le conseil d'administration ; - vérifié l'exactitude arithmétique des calculs

Vallourec S.A.

Les modalités de mise en œuvre du test de dépréciation, ainsi que les hypothèses retenues, sont décrites dans la note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés notamment :

- Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés pour déterminer la valeur d'utilité sont ceux du plan stratégique à cinq ans qui s'appuie sur des hypothèses macroéconomiques par marché, basées sur des sources externes,
- Le taux de croissance à l'infini prend en compte entre autres l'inflation par région et les perspectives de ventes basées sur l'hypothèse de production de Pétrole et Gaz supposée dans le Scénario des Engagements Annoncés (APS) par l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) publié en 2024,
- Le groupe a par ailleurs tenu compte des enjeux liés au changement climatique et au développement durable.

Nous estimons que l'évaluation de l'écart d'acquisition, des actifs incorporels et des immobilisations corporelles de l'UGT « Vallourec South America Tubes » constitue un point clé de l'audit, compte tenu de l'importance de ces actifs dans les comptes consolidés du Groupe, et du mode de détermination de la valeur d'utilité qui requiert de la direction l'exercice de jugements et l'utilisation d'estimations pour prévoir les flux de trésorerie futurs actualisés utilisés dans les tests.

Nous avons, avec le support de nos experts en évaluation inclus dans l'équipe d'audit :

- apprécié le caractère approprié des différentes hypothèses sous-jacentes aux prévisions de flux de trésorerie, au regard des données internes du Groupe et des données externes sectorielles et macroéconomiques, notamment :
 - o les hypothèses de prix et de volumes par régions qui dépendent, en particulier, des investissements dans l'exploration et la production de pétrole et gaz,
 - o les prévisions d'évolution des coûts dans le cadre du plan stratégique « New Vallourec », et
 - o les taux de change, les taux de croissance à long terme et les taux d'actualisation retenus.
- effectué nos propres analyses de sensibilité.

Nous avons aussi :

- analysé la cohérence des prévisions de flux de trésorerie avec les performances passées utilisées dans les précédents tests de dépréciation ;
- confronté les hypothèses de ventes de tubes avec les hypothèses sectorielles publiques de production de pétrole et gaz.

Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies à ce titre dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président-Directeur Général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Vallourec S.A. par l'Assemblée Générale du 1^{er} juin 2006 pour le cabinet KPMG SA et du 23 mai 2024 pour le cabinet Ernst & Young et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG SA était dans la 19^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Ernst & Young et Autres dans la 1^{ère} année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;



- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 11 mars 2025

Les commissaires aux comptes

KPMG SA

Ernst & Young et Autres

Philippe GRANDCLERC

Associé

May KASSIS-MORIN

Associée

1 Comptes consolidés

1.1 Compte de résultat du groupe Vallourec

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	2023	2024
Chiffre d'affaires		5 113 719	4 033 919
Coûts industriels des produits vendus ^(a)	2.3	(3 519 664)	(2 845 008)
Coûts administratifs, commerciaux et de recherche ^(a)	2.3	(333 273)	(350 830)
Autre	2.3	(64 455)	(5 933)
Résultat brut d'exploitation	2.3	1 196 327	832 148
Amortissements	2.4	(203 428)	(226 983)
Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition	2.5	144 853	(21 830)
Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents	2.6	(278 865)	43 065
Résultat d'exploitation		858 887	626 400
Produits financiers	7.1.6	29 483	34 572
Charges d'intérêts	7.1.6	(117 699)	(13 891)
Coût financier net	7.1.6	(88 216)	20 681
Autres charges et produits financiers	7.1.6	22 127	(31 613)
Résultat financier	7.1.6	(66 089)	(10 932)
Résultat avant impôts		792 798	615 468
Impôts sur les bénéfices	3.1	(268 959)	(143 015)
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	5	71	399
Résultat net des activités poursuivies		523 910	472 852
Résultat net de l'ensemble consolidé		523 910	472 852
Part des participations ne donnant pas le contrôle	6.1.6	28 000	20 785
Part du Groupe		495 910	452 067
Résultat net par action	6.4	2,2	2,0
Résultat net dilué par action	6.4	2,1	1,9

(a) Avant amortissements.

1.2 État du résultat global

<i>En milliers d'euros</i>	2023	2024
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	523 910	472 852
Variation des écarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	(6 469)	6 758
Impôt correspondant à la variation des écarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	2	(544)
Éléments non recyclables en compte de résultat	(6 467)	6 214
Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en devise étrangère	(8 474)	(91 456)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	12 414	(64 594)
Impôt correspondant à la variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	(782)	13 754
Éléments recyclables en compte de résultat	3 158	(142 296)
Total des autres éléments du résultat global (nets d'impôts)	(3 309)	(136 082)
Résultat global total	520 601	336 770
Part des participations ne donnant pas le contrôle	27 080	22 296
Part du Groupe	493 521	314 474

1.3 État des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	2023 Retraité*	2024
Résultat net de l'ensemble consolidé		523 910	472 852
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		(71)	(399)
Amortissements et dépréciations	2.7	58 576	248 813
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		139 578	3 174
Plus ou moins-values de cessions		(49 887)	(172 288)
Dépenses liées aux paiements en actions		17 610	41 291
Variations des provisions	2.7	(190 125)	(214 433)
Impôts sur les bénéfices	3.1	268 959	143 015
Résultat financier	7.1.6	66 089	10 932
Autres, dont écarts de change nets		4 937	17 334
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelle après résultat financier net et impôt		839 577	550 292
Intérêts versés		(137 162)	(97 036)
Intérêts encaissés		29 485	34 644
Impôts payés		(181 703)	(112 701)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité du tableau de flux de trésorerie	2.8	144 664	112 441
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		694 861	487 640
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles et biologiques	4.6	(212 586)	(166 678)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		80 376	205 309
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise		(375)	2 825
Cessions d'activités abandonnées, nettes de la trésorerie cédée		—	—
Autres flux liés aux opérations d'investissement		18 107	29 220
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(114 478)	70 676
Augmentation et diminution des fonds propres		4 326	—
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés consolidées		(4 708)	(2 259)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	7.1.7	3 544	757 850
Remboursements d'emprunts	7.1.7	(206 027)	(1 135 524)
Remboursement des dettes de location		(23 340)	(31 515)
Autres flux liés aux opérations de financement		—	8 411
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(226 205)	(403 038)
Variation de la trésorerie		354 178	155 278
Trésorerie à l'ouverture		546 788	898 215
Variation de la trésorerie		354 178	155 278
Incidence de la variation des taux de change		(2 751)	(27 220)
Trésorerie à la clôture		898 215	1 026 273

* Les retraitements sur 2023 génèrent une reclassification non significative de 4 millions d'euros entre les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement et les flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles, 12 millions d'euros entre l'incidence de la variation des taux de change et les flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles, principalement dû à la présentation des effets de change des flux de financement intra-groupe, y compris les couvertures au sein des flux de trésorerie opérationnels, et 15 millions d'euros entre les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement et les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement.

Le tableau de flux de trésorerie est effectué sur la base de la trésorerie définie en note 7.1, nette des découverts et des concours bancaires courants dont l'échéance est inférieure à trois mois à l'origine.

1.4 État de la situation financière du groupe Vallourec

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2023	31/12/2024
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes	4.3	42 037	33 056
Écarts d'acquisition	4.1	39 817	33 712
Immobilisations corporelles nettes	4.4	1 980 445	1 842 172
Actifs biologiques	4.5	69 704	61 237
Sociétés mises en équivalence	5	15 736	16 800
Autres actifs financiers non courant	7.3	74 196	70 655
Autres actifs non courants	2.8.3	85 090	78 873
Impôts différés	3.2	208 576	180 045
Total Actifs non courants		2 515 601	2 316 550
Actifs courants			
Stocks	2.8.1	1 241 798	1 169 666
Créance clients et comptes rattachés	2.8.2	756 060	670 825
Autres actifs financiers courant	7.3	58 993	43 527
Autres actifs courants	2.8.3	239 771	226 131
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.1	899 948	1 103 276
Total Actifs courants		3 196 570	3 213 425
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	10.1	1 081	1 060
Total actifs		5 713 252	5 531 035

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2023	31/12/2024
Capitaux propres			
Capitaux propres - part du Groupe	7.1.5	2 156 640	2 512 176
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	7.1.6	67 041	88 923
Total des capitaux propres		2 223 681	2 601 099
Passifs non courants			
Emprunts et dettes financières	7.1	1 348 131	962 097
Engagements envers le personnel	8	102 069	74 630
Provisions	9	200 798	146 670
Impôts différés	3.2	83 354	84 118
Autres passifs financiers non courants	7.2	115 742	132 412
Autres passifs non courants	2.8.3	39 867	27 647
Total Passifs non courants		1 889 961	1 427 574
Passifs courants			
Emprunts et concours bancaires courants	7.1	122 197	140 830
Provisions	9	249 405	83 461
Fournisseurs	2.8.4	762 508	795 045
Autres passifs financiers courants	7.2	95 850	158 145
Autres passifs courants	2.8.3	369 650	324 881
Total Passifs courants		1 599 610	1 502 362
Passifs destinés à être cédés et activités abandonnées	10.1	—	—
Total des passifs et des capitaux propres		5 713 252	5 531 035

1.5 État de variation des capitaux propres, part du Groupe

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Réserves - variations de juste valeur des instruments financiers - nettes d'impôt	Actions propres	Résultat net de la période	Total capitaux propres - part du Groupe	Total Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2022	4 636	3 951 472	(1 189 552)	(751 355)	(5 009)	(557)	(366 383)	1 643 252	42 356	1 685 608
Variation des écarts de conversion	—	—	—	(7 662)	—	—	—	(7 662)	(812)	(8 474)
Instruments financiers	—	—	—	—	11 632	—	—	11 632	—	11 632
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	—	—	(6 359)	—	—	—	—	(6 359)	(108)	(6 467)
Autres éléments du résultat global	—	—	(6 359)	(7 662)	11 632	—	—	(2 389)	(920)	(3 309)
Résultat 2023	—	—	—	—	—	—	495 910	495 910	28 000	523 910
Résultat global	—	—	(6 359)	(7 662)	11 632	—	495 910	493 521	27 080	520 601
Affectation du résultat net 2022	—	—	(366 383)	—	—	—	366 383	—	—	—
Augmentation de capital	10	4 316	—	—	—	—	—	4 326	—	4 326
Variation des actions propres	—	—	(557)	—	—	557	—	—	—	—
Dividendes distribués	—	—	—	—	—	—	—	—	(4 517)	(4 517)
Paiements en actions	99	(99)	17 610	—	—	—	—	17 610	—	17 610
Autres et variations de périmètre	—	—	(4 441)	2 945	(573)	—	—	(2 069)	2 122	53
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2023	4 745	3 955 689	(1 549 682)	(756 072)	6 050	—	495 910	2 156 640	67 041	2 223 681
Variation des écarts de conversion	—	—	—	(93 060)	—	—	—	(93 060)	1 604	(91 456)
Instruments financiers	—	—	—	—	(50 837)	—	—	(50 837)	(3)	(50 840)
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	—	—	6 304	—	—	—	—	6 304	(90)	6 214
Autres éléments du résultat global	—	—	6 304	(93 060)	(50 837)	—	—	(137 592)	1 511	(136 082)
Résultat 2024	—	—	—	—	—	—	452 067	452 067	20 785	472 852
Résultat global	—	—	6 304	(93 060)	(50 837)	—	452 067	314 474	22 296	336 770
Affectation du résultat net 2023	—	—	495 910	—	—	—	(495 910)	—	—	—
Augmentation de capital	17	(17)	—	—	—	—	—	—	—	—
Variation des actions propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dividendes distribués	—	—	—	—	—	—	—	—	(2 183)	(2 183)
Paiements en actions	—	—	41 291	—	—	—	—	41 291	—	41 291
Autres et variations de périmètre	—	—	(227)	(1)	—	—	—	(228)	1 769	1 540
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2024	4 762	3 955 672	(1 006 405)	(849 133)	(44 787)	—	452 067	2 512 176	88 923	2 601 099

1.6 Annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024

La monnaie de présentation du Groupe est l'euro. Les montants indiqués sont exprimés en milliers d'euros (m€), sauf mention contraire. Certains chiffres figurant dans le présent document, y compris des informations financières et certaines données opérationnelles, ont été arrondis.

SOMMAIRE

Note 1	Référentiel comptable et base d'élaboration des états financiers consolidés et faits significatifs de la période	7	Note 6	Capitaux propres, paiement en action et résultat par action	32
Note 2	Activités opérationnelles	10	Note 7	Financement et instruments financiers	42
Note 3	Impôts sur les bénéfices	19	Note 8	Engagements envers le personnel	56
Note 4	Écarts d'acquisition, actifs incorporels et corporels et actifs biologiques	21	Note 9	Provisions pour risques et charges et passifs éventuels	60
Note 5	Sociétés mises en équivalence	29	Note 10	Actifs destinés à être cédés et périmètre	61
			Note 11	Autres informations et événements postérieurs à la clôture	63

Note 1 • Référentiel comptable et base d'élaboration des états financiers consolidés et faits significatifs de la période

1.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de Vallourec le 26 février 2025 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

En application du Règlement n° 1606/2002 de la Commission européenne adopté le 19 juillet 2002 pour l'ensemble des sociétés cotées de l'Union européenne, les comptes consolidés de la société Vallourec sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) sur la base des normes et interprétations applicables au 31 décembre 2024, et sont disponibles sur le site internet de la Société www.vallourec.com.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS de l'IASB (International Accounting Standards Board), les normes IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes comptables et méthodes d'évaluation sont appliqués de façon constante sur les périodes présentées à l'exception des évolutions normatives décrites ci-dessous :

1.1.1 NOUVELLES NORMES D'APPLICATION OBLIGATOIRE

Principaux textes d'application obligatoire en 2024

À compter du 1^{er} janvier 2024, les textes d'application obligatoire concernent les amendements à IAS 1 (Présentation des états financiers), relatifs au classement des passifs en passifs courants et non courants, IAS 7 (Tableau des flux de trésorerie), IFRS 7 (Instruments financiers : informations à fournir), relatifs aux accords de financement de fournisseurs, et à IFRS 16 (Contrats

de location), relatifs aux dettes de location découlant de transactions liées à des cessions-bail. Ces textes ont été mis en œuvre au sein du Groupe. Les amendements à IAS 1 et à IFRS 16 n'ont pas d'impact matériel sur ses états financiers consolidés. Les amendements à IAS 7 et à IFRS 7 sont pris en compte dans les informations fournies par le Groupe à la note 2.8.4.

1.1.2 NOUVEAUX TEXTES NON APPLIQUÉS PAR ANTICIPATION

Le Groupe n'applique pas par anticipation les autres normes ou interprétations d'application obligatoire pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2025 ou ultérieurement.

1.2 Base d'évaluation et de présentation des états financiers consolidés

1.2.1 CONVENTION DU COÛT HISTORIQUE

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs biologiques, des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur ainsi que les actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat ou les capitaux propres.

1.2.2 OPÉRATIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Conversion des états financiers des filiales dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro

La devise de présentation des comptes consolidés est l'euro.

Les actifs et passifs des filiales étrangères y compris les écarts d'acquisition sont convertis aux cours officiels de change à la date de clôture de la période. Les comptes de résultat des filiales étrangères sont convertis au cours de change moyen de la période.

Les écarts de change résultant de la conversion sont inscrits dans les autres éléments du résultat global, et sous la rubrique spécifique « Réserves de conversion » en ce qui concerne la part Groupe.

Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle, au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Elles sont converties au cours spot du jour de la mise en place de l'instrument de couverture lorsque la transaction fait l'objet d'une opération de couverture.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis à la date de clôture au taux de change en vigueur à cette date. Les écarts de change constatés par rapport au cours d'enregistrement initial des transactions concourent au résultat financier.

Les principaux cours de change utilisés (euro / devises) sont les suivants :

	USD	GBP	BRL	CNY
AU 31/12/2023				
Taux moyen	1,08	0,87	5,40	7,66
Taux clôture	1,11	0,87	5,36	7,85
AU 31/12/2024				
Taux moyen	1,08	0,85	5,83	7,79
Taux clôture	1,04	0,83	6,43	7,58

1.2.3 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les filiales sont consolidées globalement à partir de la date de prise de contrôle. Elles cessent de l'être lorsque le contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe.

Définition

Le contrôle existe lorsque le Groupe (i) détient le pouvoir sur une entité, (ii) est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et (iii) a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Mode de comptabilisation

Les comptes consolidés incluent 100 % des actifs, passifs, et du résultat global de la filiale.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au Groupe. Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global sont répartis entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraîneraient pas de changement de mode de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres, s'agissant de transactions effectuées avec des actionnaires agissant en cette qualité.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le compte de résultat consolidé du Groupe.

Ces opérations sont par ailleurs présentées dans le tableau des flux de trésorerie : celles qui se rapportent à l'acquisition d'une participation majoritaire sont comptabilisées dans les opérations d'investissement, et celles qui ont trait à une opération entre actionnaires dans les opérations de financement.

Les résultats des sociétés acquises sont inclus dans le compte de résultat à compter des dates effectives de prise de contrôle. Ceux des sociétés cédées sont pris en compte jusqu'à la perte de contrôle.

Les flux sur le compte de résultat et le bilan relatifs aux transactions commerciales et financières intragroupes sont éliminés.

Le périmètre de consolidation est présenté en note 10.2.

1.2.4 UTILISATION D'ESTIMATIONS ET DE JUGEMENT

Estimations

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la Direction de Vallourec à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges, ainsi que certaines informations données dans les notes annexes.

Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Dans un contexte économique actuel (incertitude sur l'évolution économique, environnement international fortement concurrentiel et volatilité des coûts des matières premières et de l'énergie), le caractère aléatoire de certaines estimations peut se trouver renforcé.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment l'évaluation des éléments suivants :

- la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles (cf. notes 4.1, 4.3 et 4.4) ;
- les déficits reportables reconnus en actifs d'impôts différés (cf. note 3.2) ;
- les provisions pour litiges, pour contrats onéreux et pour restructuration et passifs éventuels (cf. note 9) ; et
- la juste valeur des instruments dérivés liés au contrat HKM (cf. notes 2.6, 7.2 et 7.4.2).

Jugement

Le Groupe doit faire appel à des hypothèses et jugements pour évaluer le niveau de contrôle dans certaines participations notamment pour la définition des activités pertinentes et l'identification des droits substantiels, ainsi que le type de partenariat dont relève une entreprise contrôlée conjointement. Ces jugements sont revus si les faits et circonstances évoluent.

1.3 Faits significatifs de la période

ARCELORMITTAL DEVIENT L'ACTIONNAIRE DE RÉFÉRENCE DE VALLOUREC

En mars 2024, Vallourec a annoncé qu'ArcelorMittal avait conclu un accord pour acheter la participation de 28,4 % des droits de vote et 27,5 % du capital détenue par Apollo dans Vallourec (65 243 206 actions), à un prix de 14,64 € par action, pour un montant total d'achat de 955 millions d'euros. Cette étape a marqué la fin de la restructuration financière de Vallourec initiée en 2021, lorsque Apollo est devenu l'actionnaire de référence du Groupe.

Le 6 août 2024, le Groupe a annoncé la réalisation de l'acquisition.

La prise de participation de cet acteur industriel international de référence témoigne de l'ampleur du redressement opérationnel réussi en deux ans, ainsi que des perspectives robustes pour l'activité des tubes sans soudure premium lors des années à venir.

Cette opération est consignée dans les opérations réalisées avec les parties liées à la note 5.2.

FINALISATION DU REFINANCEMENT DE LA DETTE ET DES LIQUIDITÉS

En avril 2024, Vallourec a réalisé une importante de refinancement global qui a permis l'extension des échéances de ses dettes et liquidités et la réduction de ses coûts financiers. Les éléments clés de cette opération sont les suivants :

- conclusion d'une nouvelle ligne de crédit renouvelable multidevises (RCF) sur cinq ans pour 550 millions d'euros auprès d'un pool bancaire international diversifié ;
- avenant à la ligne de crédit adossée à des actifs (asset-backed lending facility, ABL) pour un montant augmenté à 350 millions de dollars et prolongée sur 5 ans aux États-Unis ;
- émission d'obligations senior sur 8 ans portant intérêt au taux de 7,5 % par an pour un total de 820 millions de dollars et mise en place d'un cross-currency swap sur 4 ans pour couvrir l'exposition de Vallourec au risque de change sur ses nouvelles obligations senior avec un coupon équivalent euro d'environ 5,8 % ;
- remboursement des précédentes obligations pour 1 023 millions d'euros portant intérêt au taux de 8,5 % par an à échéance 2026 ;

- remboursement d'environ 68 millions d'euros des 262 millions d'euros de prêts garantis par l'État au moment de la réalisation de l'opération.

Le succès de cette opération de refinancement renforce la position financière de Vallourec et améliore durablement sa génération de trésorerie. Le Groupe bénéficiera ainsi d'une meilleure visibilité et d'une plus grande flexibilité financière au cours des prochaines années.

De plus, Vallourec maintient désormais des notations de crédit auprès des trois principales agences de notation. Depuis l'annonce du plan New Vallourec, S&P a relevé pour la quatrième fois la notation crédit du Groupe, qui s'établit désormais à BB+, perspective stable. Moody's et Fitch notent désormais Vallourec Ba2, perspective positive, et BB+, perspective positive.

Les effets de cette opération sont décrits à la note 7 « Financement et instruments financiers » des présents comptes consolidés.

Note 2 • Activités opérationnelles

2.1 Information sectorielle

Figurant parmi les leaders mondiaux des solutions tubulaires premium, Vallourec est le chef de file aux États-Unis, au Brésil, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. Le Groupe fournit une large gamme de solutions tubulaires premium, c'est-à-dire de haute performance et dont la fabrication requiert une maîtrise technologique et industrielle importante, accompagnée de services complémentaires spécialisés permettant aux clients de profiter d'une offre complète de solutions innovantes. L'organisation du Groupe, orientée « Clients » et destinée à fournir un nombre croissant de services intégrés pour délivrer des solutions globales et clés en main, conduit à analyser l'information financière selon plusieurs axes (marchés, régions, sites, produits). Aucun de ces axes pris indépendamment ne permet une mesure complète des résultats ou des actifs et passifs par segment.

C'est au Comité Exécutif qu'incombe la responsabilité des décisions opérationnelles du Groupe (Chief Operating Decision Maker – CODM).

Le Groupe présente son information sectorielle sur la base des secteurs opérationnels suivants :

« Tubes »

Ce segment regroupe l'ensemble des entités détenant les outils de production et de commercialisation dédiés à l'activité principale du Groupe de réalisation de tubes sans soudure en aciers au carbone et alliés laminés à chaud, qu'ils soient lisses ou filetés. Cette activité se caractérise par une forte intégration du processus de fabrication depuis l'élaboration de l'acier et le laminage à chaud, jusqu'au traitement thermique des tubes et le filetage. Le segment Tubes fournit des produits destinés à divers marchés (pétrole et gaz, industries, etc.). L'activité Tubes dépend fortement du niveau d'investissement réalisé par les sociétés pétrolières et gazières dans l'exploration, la production

et le développement des réserves de pétrole et de gaz naturel. La décision d'attribution des commandes clients est gérée de manière centralisée par une équipe S&OP globale, sur la base de critères tels que les capacités de production disponibles et l'optimisation des marges au niveau du Groupe, tout en tenant compte des contraintes de la chaîne d'approvisionnement et des certifications d'usine requises.

La décision d'allocation du capital / des ressources par le CODM est prise à ce niveau et la performance est surveillée à ce niveau avec différents indicateurs, y compris l'EBITDA/tonne, et les jours de volume des stocks.

Vallourec présente des informations géographiques pour le segment Tubes pour l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Asie, le Moyen-Orient et le reste du monde entre autres.

Mine et Forêts

La mine de fer et les forêts (utilisées pour l'alimentation en charbon de bois du haut-fourneau situé à Jeceaba dans l'État du Minas Gerais au Brésil) constituent un segment distinct dans le reporting interne du Groupe.

À ce jour, la mine est en capacité de produire environ 6 millions de tonnes par an.

Après la mise en service des travaux d'extension de la Phase 2 en 2027, le Groupe entrevoit la possibilité d'augmenter la capacité de production. La production excédentaire qui dépasse la consommation interne (actuellement estimée à environ 1 million de tonnes) est vendue sur le marché.

La rentabilité de cette activité est fortement corrélée aux prix du marché international du minerai de fer, en particulier à l'indice Iron Ore CFR China publié par Platts.

Les tableaux suivants présentent, pour chaque secteur opérationnel, des informations sur les produits et les résultats ainsi que certaines informations relatives aux actifs, aux passifs et aux investissements pour les exercices 2024. Les informations de 2023 ont été retraitées pour assurer la comparabilité.

INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS, LES ACTIFS ET LES PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	Tubes	Mine et Forêts	Holdings et autres	Opérations inter-secteurs	Total
COMPTE DE RÉSULTAT					
AU 31 DÉCEMBRE 2024					
Chiffre d'affaires	3 786 108	289 675	192 885	(234 749)	4 033 919
Résultat brut d'exploitation	776 900	107 738	(50 779)	(1 712)	832 148
Amortissements industriels	(195 489)	(21 883)	(9 612)	—	(226 983)
Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition	(21 777)	—	(53)	—	(21 830)
Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents	64 086	(10 165)	(10 858)	3	43 065
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	623 720	75 690	(71 302)	(1 709)	626 400
BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2024					
Actifs non courants	1 946 042	308 322	41 255	—	2 295 619
Actifs courants	1 973 536	81 527	551 735	(475 719)	2 131 080
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 169 251	40 094	1 295 385	(1 401 454)	1 103 276
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	—	1 060	—	—	1 060
TOTAL ACTIFS	5 088 829	431 003	1 888 376	(1 877 173)	5 531 035
FLUX					
INVESTISSEMENTS					
AU 31 DÉCEMBRE 2024					
Investissements incorporels, corporels et biologiques	125 193	36 991	4 495	—	166 678

Situation au 31 décembre 2024	Tubes	Mine et Forêts	Holdings et autres	Opérations inter-secteurs	Total
COMPTE DE RÉSULTAT					
AU 31 DÉCEMBRE 2023					
Chiffre d'affaires	4 801 700	374 617	196 655	(259 253)	5 113 719
Résultat brut d'exploitation	1 050 643	179 613	(31 994)	(1 935)	1 196 327
Amortissements industriels	(170 193)	(21 238)	(11 997)	—	(203 428)
Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition	147 686	(517)	(2 316)	—	144 853
Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents	(263 417)	6 076	(21 130)	(394)	(278 865)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	764 719	163 934	(67 437)	(2 329)	858 887
BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2023					
Actifs non courants	2 110 115	320 916	84 570	—	2 515 601
Actifs courants	2 182 530	104 419	408 589	(398 916)	2 296 622
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 080 445	50 482	1 135 012	(1 365 991)	899 948
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	—	1 081	—	—	1 081
TOTAL ACTIFS	5 373 090	476 898	1 628 171	(1 764 907)	5 713 252
INVESTISSEMENTS					
AU 31 DÉCEMBRE 2023					
Investissements incorporels, corporels et biologiques	183 078	25 933	3 575	—	212 586

ZONES GÉOGRAPHIQUES

Les tableaux suivants présentent des informations sur le chiffre d'affaires par zones géographiques d'implantation des clients et sur les actifs non courants par zones géographiques d'implantation desdits actifs. Les principales zones sont l'Amérique du Nord (principalement les États-Unis), l'Amérique du Sud (principalement le Brésil), l'Asie et le Moyen-Orient. Les informations communiquées pour les ventes nettes sont celles attribuées aux zones géographiques de la localisation des clients, et pour les actifs non-courants les zones géographiques de la localisation des actifs.

	Chiffre d'affaires		Actifs non courants	
	2023	2024	2023	2024
Europe	427 303	227 520	69 228	69 148
Amérique du Nord	2 328 864	1 566 655	857 300	847 236
Amérique du Sud	845 529	589 623	876 098	737 184
Asie	296 346	412 105	193 279	179 106
Moyen-Orient	643 422	734 065	113 689	112 592
Reste du Monde	260 236	256 140	521	776
Total Tubes	4 801 700	3 786 108	2 110 115	1 946 042
Mine et Forêts	374 617	289 675	320 916	308 322
Holdings et autres	196 655	192 885	84 570	41 255
Opérations inter-secteurs	(259 253)	(234 749)	—	—
TOTAL	5 113 719	4 033 919	2 515 601	2 295 619

2.2 Chiffres d'affaires

Le chiffre d'affaires résulte de la vente de produits finis et de services. Le Groupe analyse les cinq étapes suivantes pour déterminer le principe de reconnaissance du chiffre d'affaires :

1. identification du contrat ;
2. identification des obligations de performance distincts au sein du contrat ;
3. évaluation du prix du contrat ;
4. allocation du prix global à chaque obligation de performance au prorata de leurs prix de vente spécifiques ;
5. comptabilisation du chiffre d'affaires lorsqu'une obligation de performance est satisfaite.

Le chiffre d'affaires est reconnu soit en une seule fois lorsque le Groupe a satisfait l'obligation de performance en transférant le contrôle du bien ou au prorata de l'état de l'avancement calculé sur la base des coûts engagés à la clôture.

Aucun produit n'est constaté s'il existe des incertitudes significatives quant au recouvrement de la contrepartie due.

Le chiffre d'affaires correspond principalement aux ventes de produits (tubes et minerai de fer) et est intégralement reconnu en une seule fois, c'est-à-dire lorsque le Groupe a satisfait à l'obligation de performance en transférant le contrôle de l'actif. Dans la plupart des cas, cela est déterminé par les Incoterms (Termes Commerciaux Internationaux) d'un contrat donné. Pour certaines des recettes, et certains services et en particulier les

activités de soudage, le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires au prorata de l'avancement des coûts. Une part moindre du chiffre d'affaires provient en outre de royalties et de la vente de minerai de fer.

La ventilation du chiffre d'affaires par segment, par marché et par zone géographique est présentée en note 2.1.

CARNET DE COMMANDES

Le carnet de commandes, tel que requis par IFRS 15, correspond au chiffre d'affaires ferme contractualisé avec les clients et pour lequel les services ou prestations ne sont pas encore, ou sont partiellement, exécutés à la clôture de l'exercice. Le carnet de commandes du Groupe correspond pour l'essentiel au chiffre

d'affaires issu des contrats inférieurs à 12 mois et concerne essentiellement la vente de tubes. Il n'est pas présenté conformément à l'exemption prévue au paragraphe 121 de la norme IFRS 15.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS

Le chiffre d'affaires par activités du Groupe est le suivant en 2023 et 2024 :

	2023	2024
Pétrole et Gaz	3 922 630	3 187 359
Industrie	709 352	379 527
Autre	169 718	219 222
Total Tubes	4 801 700	3 786 108
Mine et Forêts	374 617	289 675
Holdings et autres	196 655	192 885
Opérations inter-secteurs	(259 253)	(234 749)
TOTAL	5 113 719	4 033 919

2.3 Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation est un indicateur important pour le Groupe, qui permet de mesurer sa performance récurrente. Il est obtenu en partant du résultat d'exploitation avant amortissements et en excluant certains produits et charges d'exploitation non récurrents présentant un caractère inhabituel ou rare dans leur réalisation, à savoir :

- les dépréciations d'écarts d'acquisition et d'immobilisations constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36 ;
- les charges de restructuration, notamment les mesures d'adaptation des effectifs de montants significatifs, concernant des événements ou des décisions d'envergure ;
- les plus-values ou moins-values de cessions ;
- les charges et produits qui résulteraient d'un litige d'une matérialité très significative, d'opérations de déploiement ou de capital majeures (frais d'intégration d'une nouvelle activité...).

La présentation du compte de résultat observe une classification par destination.

Le résultat brut d'exploitation se détaille comme suit :

	2023	2024
Chiffre d'affaires	5 113 719	4 033 919
Coûts industriels des produits vendus	(3 519 664)	(2 845 008)
dont coûts directs sur ventes	(286 357)	(242 084)
dont coûts des matières premières consommées	(1 438 676)	(1 144 073)
dont coûts de main-d'œuvre	(707 525)	(568 320)
dont autres coûts industriels ^(a)	(1 045 647)	(873 649)
dont variation de stocks part non-matière	(41 459)	(16 882)
Coûts administratifs, commerciaux et de recherche	(333 273)	(350 830)
dont frais de recherche et développement	(29 573)	(32 334)
dont frais commerciaux et dépenses de marketing	(64 520)	(57 566)
dont frais généraux et administratifs	(239 180)	(260 930)
Autres	(64 455)	(5 933)
dont intéressement, participation et autres	(30 136)	(13 172)
dont autres charges et produits	(34 319)	7 239
Total des coûts brut d'exploitation	(3 917 392)	(3 201 771)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 196 327	832 148

(a) Les « autres coûts industriels » sont constitués principalement des coûts d'énergie et des matières consommables, des coûts de sous-traitance et de maintenance, et des provisions.

CHARGES DE PERSONNEL

	2023	2024
Salaires et traitements	(703 056)	(606 637)
Intéressement et participation	(30 136)	(13 172)
Charges liées aux plans d'options d'achat et de souscription d'actions, et aux actions de performance	(17 610)	(41 291)
Charges sociales	(158 111)	(148 701)
TOTAL	(908 914)	(809 801)

Les engagements de retraite sont présentés en note 8.

Effectif de clôture des sociétés intégrées au 31 décembre	2023	2024
Cadres	2 703	2 630
Atam	1 877	1 693
Ouvriers	10 768	8 879
TOTAL	15 348	13 202

2.4 Amortissements

Le détail des amortissements est le suivant :

	2023	2024
Amortissements industriels	(165 715)	(183 006)
Amortissements des droits d'utilisation	(20 717)	(30 020)
Amortissements des immobilisations affectées à la Recherche et Développement	(1 383)	(1 362)
Amortissements - frais commerciaux et dépenses de marketing	(795)	(116)
Amortissements - frais généraux et administratifs	(14 818)	(12 479)
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	(203 428)	(226 983)

2.5 Dépréciations d'actif et d'écart d'acquisition

	2023	2024
Perte de valeur sur écarts d'acquisition	(3 677)	—
Perte de valeur des immobilisations corporelles	148 239	(17 744)
Perte de valeur sur droits d'utilisation	808	(4 086)
Perte de valeur sur actifs biologiques	(517)	—
TOTAL	144 853	(21 830)

Au 31 décembre 2024, le groupe a reconnu une dépréciation de 22 millions d'euros sur des actifs individuels liée à la restructuration des projets du groupe.

Pour rappel, au 31 décembre 2023, le groupe avait reconnu une reprise nette de provisions pour un total de 145 millions d'euros, principalement constituée par une reprise de 153 millions d'euros sur l'UGT de l'hémisphère Est, suite aux tests de dépréciation effectués en 2023.

2.6 Cessions d'actif, restructuration et éléments non récurrents

	2023	2024
Mesures d'adaptation (net des dépenses et provisions)	(84 754)	(29 077)
Résultats de cessions d'actifs immobilisés et autres éléments non récurrents	(194 111)	72 141
TOTAL	(278 865)	43 065

Le Groupe a poursuivi sa restructuration en 2024, ce qui a conduit à la reconnaissance de 29 millions d'euros de coûts pour des mesures d'adaptation (net des dépenses et provisions).

Les autres éléments non récurrents en 2024 (correspondant à un gain de 72 millions d'euros) s'expliquent principalement comme suit :

- Un impact positif de 139 millions d'euros à la suite de la cession du site de Rath ;
- L'exécution du contrat HKM ainsi que la réévaluation du dérivé, désormais de 132 millions d'euros (cf. notes 7.2 et 7.4.2). Ce montant correspond à la juste valeur estimée des pertes attendues sur le contrat, régulièrement révisée jusqu'à la fin effective de l'accord de fourniture, afin de prendre en compte les conditions de marché prévalant à ce moment-là, ainsi que les évolutions du modèle commercial de trading. Conformément à la norme IFRS 9, cet accord de fourniture a donc été traité comme un dérivé dans les états financiers de Vallourec.
- Les autres éléments non récurrents pour 2024 sont liés aux gains et pertes sur cession d'actifs, aux actifs mis au rebut et à d'autres coûts de restructuration (honoraires et dépenses d'exploitation liés à l'arrêt des opérations de fabrication).

Pour rappel, en 2023 :

Le Groupe a comptabilisé des coûts d'un montant de 85 millions d'euros (net des dépenses et provisions) au titre des mesures d'adaptation prises aux fins de sa restructuration.

Les autres éléments non récurrents (représentant 194 millions d'euros) s'expliquent principalement comme suit :

- Une juste valeur négative sur un contrat dérivé s'élevant à 127 millions d'euros en relation avec le contrat HKM. Compte tenu de la décision prise en 2022 de fermer les opérations en Allemagne d'ici la fin de 2023, Vallourec a développé un portefeuille de clients internationaux auquel il a commencé à vendre l'acier acheté auprès de HKM, principalement sous forme de brames. Bien que Vallourec ait réussi à mettre en place des débouchés alternatifs pour les 625 kt d'acier requis par son contrat, ce montant correspond à la meilleure estimation de Vallourec de la juste valeur actuelle des flux de trésorerie attendus résultant de l'exécution de ce contrat sur la période résiduelle jusqu'à la fin de 2028.
- Un impact positif de 39 millions d'euros suite à la cession du site de Mülheim.
- Les autres éléments non récurrents pour 2023 sont liés aux gains et pertes sur cession d'actifs, aux actifs mis au rebut et à d'autres coûts de restructuration (honoraires et dépenses d'exploitation liés à l'arrêt des opérations de fabrication).

2.7 Réconciliation des dotations nettes avec le tableau de flux de trésorerie

	Notes	2023	2024
Amortissements	2.4	(203 428)	(226 983)
Dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition	2.5	144 853	(21 830)
Dotations aux provisions nettes de reprises incluses dans le résultat brut d'exploitation		11 735	25 028
Dotations aux provisions nettes de reprises incluses dans les cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents		178 389	189 405
TOTAL		131 549	(34 380)
Dotations nettes aux amortissements et provisions du tableau de flux		(131 549)	34 380

2.8 Besoin en fonds de roulement

2.8.1 STOCKS ET EN-COURS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le cas échéant des provisions pour dépréciation sont constituées.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements est composé du prix d'achat hors taxes déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus, majoré des frais accessoires sur achats (transport, frais de déchargement, frais de douane, commissions sur achats...). Ces stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût des en-cours de production de biens, des produits intermédiaires et finis, est constitué du prix de revient, frais

financiers exclus. Les coûts de revient incluent les matières premières, fournitures et main-d'œuvre de production et les frais généraux industriels directs et indirects affectables aux processus de transformation et de production, sur la base d'un niveau d'activité normal. Les coûts administratifs et généraux sont exclus de cette valorisation.

À l'exception des stocks de sécurité comptabilisés en immobilisations corporelles, les pièces détachées et consommables sont comptabilisés en stocks, y compris en cas d'une prévision de consommation au-delà d'un an.

Le coût de la sous-activité éventuelle est exclu de la valeur des stocks. Les produits fabriqués à la commande sont dépréciés, le cas échéant, pour la partie non affectée et valorisés au prix de la ferraille (si applicable). Les stocks sont dépréciés en fonction de leurs valeurs nettes réalisables.

	31/12/2023			31/12/2024		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et marchandises	423 481	(61 036)	362 445	375 386	(70 614)	304 772
Produits en cours de production	341 494	(6 478)	335 016	295 004	(7 977)	287 027
Produits intermédiaires et finis	562 243	(17 906)	544 337	601 791	(23 924)	577 867
TOTAL	1 327 218	(85 420)	1 241 798	1 272 181	(102 515)	1 169 666
Dotations aux provisions	—	(51 561)	—	—	(54 780)	—
Reprises de provisions	—	67 853	—	—	41 013	—

Les matières premières et marchandises comprennent principalement des ferro-alliages, électrodes, réfractaires, des ronds d'acier/billettes, ferrailles, consommables... Les produits en-cours correspondent à des produits et services à des stades intermédiaires de transformation. Les produits intermédiaires sont des produits qui sont parvenus à un stade d'achèvement mais qui nécessitent des étapes de finition ultérieures.

2.8.2 CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Les créances clients sont enregistrées au prix de transaction. Pour évaluer les pertes de crédit attendues, le Groupe se fonde sur les taux de défaillance observés dans le passé par client, les conditions actuelles ainsi que les prévisions des conditions économiques futures.

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie générés par l'actif expirent, ou dans le cas d'opérations de mobilisation de créances sans recours, lorsque les droits à recevoir les flux de trésorerie contractuels et la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés.

	31/12/2023			31/12/2024		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Avances et acomptes versés sur commandes	32 970	—	32 970	30 248	—	30 248
Créance clients et comptes rattachés	739 988	(16 898)	723 090	669 019	(28 442)	640 577
TOTAL COURANT	772 958	(16 898)	756 060	699 267	(28 442)	670 825
Créances clients et comptes rattachés non courantes	5 016	(4 946)	70	4 712	(4 651)	61
TOTAL COURANT ET NON COURANT	777 974	(21 844)	756 130	703 979	(33 093)	670 886
Dotations aux provisions pour dépréciation		(10 976)			(16 563)	
Reprises de provisions pour dépréciation		6 976			4 480	

La majorité des activités du Groupe sont conduites avec des opérateurs à forte qualité de crédit : compagnies pétrolières internationales et nationales ou leurs sous-traitants. Enfin une partie résiduelle du chiffre d'affaires est réalisée avec des clients industriels avec des profils de risques parfois plus élevés pour lesquels un dispositif d'assurance-crédit est mis en place.

En cas de risque pays le Groupe prend des dispositions particulières au moment de la commande afin de se prémunir d'une éventuelle perte financière (par exemple via la mise en place de lettre de crédit confirmée ou de paiement en avance). Le montant des créances client au 31 décembre 2024 couverts par l'assurance ou une lettre de crédit est inférieur à 20 % du total de

l'encours client. Les autres reprises de provisions ne sont pas significatives à l'échelle du Groupe. Le Groupe n'a pas subi de niveaux de pertes significatives sur l'exercice.

Bien que le portefeuille clients ait été impacté par un risque politique accru, le Groupe estime que son risque de crédit est faible. L'analyse consolidée fait ressortir un taux de perte faible de 0,1 % du chiffre d'affaires en moyenne sur cinq ans.

Le détail par échéance des créances clients nettes de dépréciation est présenté dans le paragraphe « Risque de crédit » de la note 7.4.4.

2.8.3 AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

	31/12/2023				31/12/2024			
	Actif		Passif		Actif		Passif	
	Non courant	Courant						
Créances/dettes fiscales	46 721	128 137	7 600	110 602	39 789	125 403	8 047	99 929
Créances/dettes sociales	—	3 815	—	178 458	—	3 815	—	151 880
Autres	43 359	117 863	32 267	80 590	43 943	102 324	19 600	73 072
Provisions	(4 990)	(10 044)	—	—	(4 859)	(5 411)	—	—
TOTAL	85 090	239 771	39 867	369 650	78 873	226 131	27 647	324 881

Les autres actifs (courants et non courants) sont composés essentiellement de créances fiscales au Brésil et aux États-Unis, des dépôts et cautionnement (cf. note 9) et de charges constatées d'avance.

2.8.4 RÉCONCILIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

L'évolution du besoin en fonds de roulement au cours de l'exercice 2024 est la suivante :

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	31/12/2023	Écart de conversion	Variation	Reclassement et autres	31/12/2024
Stocks	1 327 218	(48 305)	2 024	(8 756)	1 272 181
Créances clients et avances fournisseurs	777 974	(11 715)	(82 003)	19 723	703 979
Fournisseurs	(762 508)	458	(40 045)	7 050	(795 045)
Besoin en fonds de roulement	1 342 684	(59 562)	(120 024)	18 017	1 181 115
Autres créances et dettes	(50 209)	5 646	30 614	17 478	3 529
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ	1 292 475	(53 916)	(89 410)	35 495	1 184 644
Impact des instruments financiers de couverture			(23 031)		
TOTAL			(112 441)		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité du tableau de flux de trésorerie			112 441		

Au Brésil, Vallourec dispose d'un programme d'affacturage inversé (reverse factoring) qui permet aux fournisseurs locaux de céder leurs créances à un établissement financier, à prix réduit et sans recours, afin de bénéficier du paiement anticipé de leurs factures. Le Groupe ne se sert pas de ce programme pour allonger les délais de paiement auprès de ses fournisseurs.

Vallourec a mis en place un autre programme d'affacturage inversé en Allemagne. Le 31 décembre 2024, un montant de

84 millions d'euros de dettes fournisseurs y était éligible. Les fournisseurs concernés ont reçu un paiement de 65 millions d'euros de la banque qui gère ce programme. Ce dernier prévoit un délai de paiement maximal de 95 jours suivant la date de facturation, contre 30 jours sans un programme de ce genre.

L'évolution du besoin en fonds de roulement au cours de l'exercice 2023 est la suivante :

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	31/12/2022	Écart de conversion	Variation	Reclassement et autres	31/12/2023
Stocks	1 409 864	2 082	(71 456)	(13 272)	1 327 218
Créances clients et avances fournisseurs	838 121	(2 438)	(59 990)	2 281	777 974
Fournisseurs	(786 918)	10 488	9 123	4 799	(762 508)
Besoin en fonds de roulement	1 461 067	10 132	(122 323)	(6 192)	1 342 684
Autres créances et dettes	(5 347)	(701)	(31 581)	(12 580)	(50 209)
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ	1 455 720	9 431	(153 904)	(18 772)	1 292 475
Impact des instruments financiers de couverture			9 240		
TOTAL			(144 664)		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité du tableau de flux de trésorerie			144 664		

Note 3 • Impôts

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible lié aux sociétés intégrées, l'impôt différé résultant des différences temporelles, ainsi que la variation des positions fiscales incertaines, le cas échéant.

Des impôts différés sont constatés au titre des différences temporelles existant entre la valeur des actifs et des passifs visés pour la consolidation et la valeur après application de la réglementation fiscale.

Les principales natures d'impôts différés comptabilisés sont :

- les déficits reportables ;
- les impôts différés actifs long terme qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible ;
- les impôts différés actifs sur des éléments court terme récurrents (provision pour congés payés...) ou non récurrents (participation des salariés, provisions pour risques non déductibles fiscalement...) lorsqu'il existe une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible ;
- les impôts différés liés aux écritures de passage des comptes statutaires aux comptes IFRS et aux écritures de consolidation.

Les taux utilisés pour calculer les impôts différés sont les taux d'imposition dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date d'arrêté des comptes.

Les impôts différés ne sont pas actualisés.

L'impôt, différé et exigible, est comptabilisé comme un produit ou une charge au compte de résultat sauf s'il se rapporte à une transaction ou un événement qui est comptabilisé en autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres (cf. notamment comptabilisation des instruments de couverture note 7.4.3 et écarts actuariels sur engagements post-emploi note 8).

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

Les impôts différés actifs nets ne sont activés que pour les sociétés et les groupes fiscaux qui présentent une probabilité raisonnable de recouvrement dans un avenir prévisible examinée à chaque date de clôture.

3.1 Rapprochement impôt théorique et impôt réel

	2023	2024
Charge courante d'impôts	(201 830)	(132 822)
Impôts différés	(67 129)	(10 193)
Charge nette (-), Produit net (+)	(268 959)	(143 015)
Résultat des sociétés intégrées	523 839	472 453
Charge d'impôts	(268 959)	(143 015)
Résultat des sociétés intégrées avant impôts	792 798	615 468
Taux d'imposition légal société consolidante	25,83 %	25,83 %
Impôt théorique	(204 780)	(158 945)
Impact des principaux déficits reportables	(64 594)	39 300
Impact des différences permanentes	(18 372)	(10 927)
Autres impacts	(40)	(11 174)
Impact des différences de taux d'imposition	18 827	(1 269)
Charge nette (-), Produit net (+)	(268 959)	(143 015)
Taux d'imposition réel	34 %	23 %

Le taux de 23 % s'explique principalement par des éléments détaillés ci-dessous :

- les revenus comptabilisés dans des pays où les déficits reportables n'ont pas été comptabilisés / ou des impôts différés actifs ont été dépréciés (en Allemagne, par exemple, avec la cession de biens immobiliers) ;
- la libération de réserves d'impôts différés actifs reflétant l'amélioration des perspectives de revenus dans certaines juridictions ;

- les différences permanentes correspondent essentiellement aux crédits d'impôts tombés en non-valeur (issus de retenues à la source sur produits financiers et de licence notamment) ;
- l'impact des différences de taux d'imposition reflète principalement la diversité des taux d'impôt appliqués dans chaque pays (États-Unis 21 % hors impôt des états (State taxes), Brésil 34 %, Chine 25 % et Arabie Saoudite 20 %).

3.2 Impôts différés actif et passif

Les taux utilisés sont les taux de recouvrement connus à la date d'arrêté des comptes.

	31/12/2023	31/12/2024
Impôts différés actifs	208 576	180 045
Impôts différés passifs	83 354	84 118
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS / (IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS) NETS	125 222	95 927

	31/12/2023	31/12/2024
Actifs non courants	(57 614)	(74 659)
Autres actifs et passifs	47 002	52 797
Stocks	16 381	32 320
Engagements envers le personnel	8 354	13 367
Instruments dérivés	2 940	(10 254)
Solde net	17 063	13 571
Activation des déficits ordinaires	108 159	82 356
TOTAL	125 222	95 927

Les impôts différés en valeur brute au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023 s'analysent comme suit :

31/12/2024	Valeur brute	Impôt différé correspondant	Impôt différé reconnu	Impôt différé non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	4 683 051	1 335 418	82 356	1 253 062
Autres actifs d'impôts			97 689	131 648
Total actifs d'impôts		1 335 418	180 045	(1 384 710)
Passifs d'impôts			(84 118)	
Total passifs d'impôts			(84 118)	
TOTAL			95 927	(1 384 710)

31/12/2023	Valeur brute	Impôt différé correspondant	Impôt différé reconnu	Impôt différé non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	4 777 188	1 359 646	108 159	1 251 487
Autres actifs d'impôts	—	—	100 417	55 625
Total actifs d'impôts	—	1 359 646	208 576	(1 307 112)
Passifs d'impôts	—	—	(83 354)	—
Total passifs d'impôts	—	—	(83 354)	—
TOTAL	—	—	125 222	(1 307 112)

Des impôts différés actifs sont constatés lorsque leur réalisation est jugée probable. Si une filiale a un historique de pertes fiscales, elle ne comptabilise un impôt différé actif que si elle dispose de différences temporelles imposables suffisantes ou s'il existe d'autres éléments prouvant qu'elle disposera d'un bénéfice imposable suffisant. Au 31 décembre 2024, les impôts différés reconnus concernent principalement le Brésil pour 145 millions d'euros que le Groupe estime récupérer sur une durée inférieure à cinq ans.

Au 31 décembre 2024, les impôts différés non reconnus concernent principalement la France et l'Allemagne en raison d'un historique récent de pertes et l'absence de perspectives de recouvrement à brève échéance.

Les déficits reportables non reconnus au 31 décembre 2024 correspondent à des sociétés qui sont structurellement déficitaires et qui ne reviendront pas à une situation bénéficiaire sur l'horizon du plan d'affaires et en fonction des périodes d'utilisation des déficits.

Il n'y a pas de limite de temps pour les pertes de la France, de l'Allemagne et du Brésil. Cependant, l'utilisation des pertes est limitée à une proportion du revenu imposable (50 % du revenu imposable annuel excédant 1 million d'euros en France, 60 % en Allemagne, et 30 % du revenu imposable annuel au Brésil).

Les variations d'impôts différés se décomposent comme suit :

	31/12/2023	31/12/2024
Au 1^{er} janvier	185 889	125 222
Effet des variations de change	7 252	(32 343)
Comptabilisé en résultat	(67 129)	(10 208)
Comptabilisé en autres éléments du résultat global	(796)	13 174
Variation de périmètre	5	—
Autres	1	82
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	—	—
AU 31 DÉCEMBRE	125 222	95 927

Le montant de l'impôt différé comptabilisé en autres éléments du résultat global correspond principalement à la variation des impôts différés calculés sur les instruments dérivés et les écarts actuariels des engagements de retraites et assimilés envers le personnel.

La directive européenne du 16 décembre 2022, « Pilier 2 », établissant une imposition minimale des groupes multinationaux à 15 %, a été transposée en droit français. Elle n'a aucune incidence significative sur les états financiers du Groupe clos le 31 décembre 2024.

Note 4 • Écarts d'acquisition, actifs incorporels et corporels et actifs biologiques

4.1 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont évalués comme étant l'excédent entre :

- d'une part le total de :
 - la juste valeur de la contrepartie transférée,
 - le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise,
 - la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes ;
- et d'autre part la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Cette évaluation à la juste valeur est réalisée, pour les acquisitions significatives, avec l'aide d'experts indépendants et reflète les meilleures estimations du management. Les intérêts ne conférant pas le contrôle peuvent être évalués soit à la quote-part de l'actif net identifiable de la société acquise, soit à la juste valeur.

Lors de transactions avec les intérêts ne conférant pas le contrôle, le Groupe comptabilise dans les capitaux propres part du Groupe, la différence entre le prix payé et la valeur comptable de la quote-part de minoritaires acquises ou cédées dans des sociétés contrôlées.

Les frais d'acquisition que le Groupe encourt pour effectuer un regroupement d'entreprises tels que les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de juristes, de due diligences, et les autres honoraires professionnels ou de conseil sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Risques de pertes de valeur : conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an ou plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché l'écart d'acquisition est au moins égale à sa valeur nette comptable (cf. note 4.2). Si une perte de valeur est constatée, une provision est constatée dans le résultat d'exploitation, sur la ligne « Dépréciation d'actifs et écarts d'acquisition ». La dépréciation d'écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

	31/12/2023			31/12/2024		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Écarts d'acquisition	577 431	(537 614)	39 817	599 789	(566 077)	33 712

RÉPARTITION DES ÉCARTS D'ACQUISITION PAR UNITÉS GÉNÉRATRICES DE TRÉSORERIES

	Vallourec South America Tubes	Vallourec Eastern Hemisphere Tubes	Total
Au 31/12/2022	38 007	1 593	39 600
Effet des variations de change	1 810	31	1 841
Pertes de valeur sur l'exercice	—	(3 677)	(3 677)
Effet des variations de périmètre	—	2 053	2 053
Au 31/12/2023	39 817	—	39 817
Effet des variations de change	(6,105)	—	(6,105)
Pertes de valeur sur l'exercice	—	—	—
Effet des variations de périmètre	—	—	—
AU 31/12/2024	33,712	—	33,712

4.2 Tests de pertes de valeur

Dépréciation d'actifs

Pour la réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition ont été alloués aux unités génératrices de trésoreries (UGT). Les UGT sont des ensembles d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

Lorsqu'un actif au sein d'une UGT est arrêté ou mis en vente et ne contribue plus aux flux de trésorerie de l'UGT il est testé séparément.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre :

- sa valeur d'utilité, qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie prévisionnels qu'elle génère, sans tenir compte des investissements de capacité prévus et des gains de productivité attendus ;
- sa juste valeur diminuée des coûts de cession.

La base testée d'une UGT est composée des actifs nets d'exploitation non courants et courants.

Un test de dépréciation est effectué :

- au minimum une fois par an pour les UGT comprenant des actifs à durée de vie indéterminée, c'est-à-dire des écarts d'acquisition dans le cas du groupe Vallourec ;
- pour les autres UGT, en cas d'apparition d'indices de pertes de valeur. Les indicateurs externes et internes de perte de valeur suivis sont principalement la réduction de la demande Pétrole et Gaz, la réduction des perspectives d'investissement des acteurs Pétrole et Gaz analysée par zones géographiques, la perte d'un contrat majeur, la non-utilisation ou destructions des actifs industriels, les restructurations d'activité.

Une valeur boursière du Groupe inférieure à l'actif net consolidé sur un cycle d'activité, des perspectives négatives liées à l'environnement économique, législatif, technologique, ou au secteur d'activité constituent des indices généraux de perte de valeur susceptibles d'entraîner des tests de dépréciation de l'ensemble des UGT du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est comptabilisée et présentée sur la ligne dépréciation d'actifs et d'écart d'acquisition en résultat d'exploitation. Lorsqu'une UGT contient un écart d'acquisition, la perte de valeur réduit en priorité l'écart d'acquisition, puis le cas échéant les autres immobilisations de l'UGT.

UNITÉS GÉNÉRATRICES DE TRÉSORERIES OU GROUPES D'UNITÉS GÉNÉRATRICES DE TRÉSORERIES

Le Groupe comprend principalement quatre UGT qui regroupent les actifs de plusieurs filiales intervenant dans le cycle de production des produits commercialisés par ces UGT et représentent 99 % de l'actif net du Groupe et la totalité des écarts d'acquisition :

- Vallourec Eastern Hemisphere Tubes : l'UGT comprend une tuberie (Chine) et des lignes de finition (en France, au Moyen-Orient et en Asie) ;
- Vallourec North America Tubes : l'UGT comprend une aciérie et des tuberiers aux États-Unis ainsi que des lignes de finition (aux États-Unis et au Mexique) ;

- Vallourec South America Tubes : l'UGT comprend au Brésil une aciérie, les tuberiers, ainsi que les lignes de finition qu'elles approvisionnent ;
- Vallourec do Brasil Mine & Forêts : l'UGT comprend la mine de fer et les forêts d'eucalyptus utilisées pour l'alimentation en charbon de bois du haut-fourneau situé à Jeceaba dans l'État du Minas Gerais.

INDICES DE PERTES DE VALEUR

Compte tenu de l'absence d'actifs non amortissables restants, tels que l'écart d'acquisition, liés aux UGT décrites ci-dessus à l'exception de South America Tubes, pour laquelle un test de dépréciation annuel est effectué, les indications de dépréciation sont évaluées au niveau des actifs individuels sous-jacents lorsque cela est nécessaire.

VALEUR RECOUVRABLE

Pour chaque UGT testée, la valeur recouvrable des actifs est considérée comme étant égale à la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité, qui correspond à la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs prévus que les actifs concernés devraient générer.

Pour les actifs isolés, la valeur recouvrable a été considérée comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession ou la valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie prévisionnels actualisés qu'elle génère.

Les prévisions retenues sont celles du plan stratégique à cinq ans qui s'appuie sur des hypothèses macroéconomiques par marché, basées sur des sources externes (prévisions d'investissements E&P Oil & Gas par région, devises, matières premières, inflation...). Il est notamment tenu compte de plusieurs sources externes telles que AIE, Rystad, Enverus ou encore Westwood qui permettent d'estimer les volumes d'investissements E&P Pétrole et Gaz par régions. Sur la base de ces éléments, les régions, sous la coordination des départements centraux établissent leurs prévisions de ventes (volumes et prix). Les hypothèses du plan stratégique sont alignées sur les engagements de Vallourec liés au changement climatique.

TAUX DE CROISSANCE À L'INFINI

L'hypothèse de croissance projetée des bénéfices à long terme (LTGR) pour chaque UGT a été construite pour l'année terminale en tenant compte des perspectives :

- de croissance de ventes de tubes de pétrole et de gaz, laquelle est basée sur l'hypothèse de production Pétrole et Gaz supposée par le scénario des engagements annoncés (APS) de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) publié en 2024 ;
- de croissance de ventes de tubes à destination des secteurs des énergies renouvelables tels que l'hydrogène, la géothermie et la capture, le stockage et la réutilisation de carbone ;
- d'inflation par région selon le Fonds Monétaire International (FMI).

TAUX D'ACTUALISATION

Les taux d'actualisation des UGT correspondent à leur Coût Moyen Pondéré du Capital (CMPC).

Le coût des capitaux propres de chaque UGT a été estimé à l'aide du Capital Asset Pricing Model (CAPM) dont les principales composantes sont :

- le taux sans risque, fixé par référence au rendement actuel des obligations d'État à 10 ans ;
- une prime de risque systématique obtenue en multipliant la prime de risque du marché actions de l'UGT par un bêta calculé à partir des données de marché d'un échantillon de sociétés cotées exerçant des activités similaires ;
- une prime de risque pays.

Le coût de la dette après impôts de chaque UGT est calculé en majorant le taux sans risque d'un spread de crédit de marché.

Le Gearing (ou ratio d'endettement sur capitaux propres) du WACC de chaque UGT a été fixé en tenant compte du ratio

Il convient de noter que la majeure partie de notre chiffre d'affaires est issue de la vente de tubes sans soudure et de connexions pour l'industrie pétrolière (tubing et casing pour les puits de pétrole et de gaz, pipelines, tubes de raffinage et pétrochimie...). Le comportement de nos clients peut différer en fonction de leur propre business model et de la manière dont ils s'adaptent structurellement à l'évolution des prix (structure de coûts, politique de stocks, aversion au risque, portefeuille de projet, capacité de financement). L'expérience et la connaissance de nos équipes sont déterminantes dans l'élaboration de nos prévisions.

Toutes les informations prévisionnelles sont dérivées du budget et des prévisions à moyen terme approuvées par le Conseil d'administration du Groupe en novembre et décembre 2024.

Vallourec considère sur l'horizon du plan stratégique une évolution progressive des plans de compétitivité New Vallourec lancés par le Groupe ces trois dernières années.

Au-delà du plan stratégique à cinq ans, une extrapolation des flux de trésorerie sur une année terminale a lieu afin de les faire converger vers le taux de croissance à l'infini.

Ainsi, les taux de croissance retenus s'élèvent à 2,07 % pour l'UGT Vallourec Eastern Hemisphere Tubes et 2,9 % pour l'UGT Vallourec South America Tubes.

Par ailleurs, les perspectives à long terme du marché O&G ont été prises en compte dans le taux de croissance.

Les UGT sont testées dans la principale devise constituant les flux futurs de trésorerie, à savoir :

- en EUR pour l'UGT Eastern Hemisphere Tubes ; et
- en BRL pour l'UGT Vallourec South America Tubes l'UGT Mine et Forêts.

d'endettement/capitalisation boursière observé des sociétés cotées composant l'échantillon retenu pour estimer le bêta approprié.

Le taux d'actualisation de chaque UGT est estimé en cohérence avec la principale devise dans laquelle les flux de trésorerie futurs sont générés.

La mise en œuvre de cette approche aboutit à des taux d'actualisation de 10,4 % pour l'UGT Vallourec Eastern Hemisphere Tubes et 14,2 % pour l'UGT Vallourec South America Tubes.

En 2023, la mise en œuvre de cette approche a abouti à des taux d'actualisation de 10,7 % pour l'UGT Vallourec Eastern Hemisphere Tubes et 14,0 % pour l'UGT Vallourec South America Tubes.

RISQUES CLIMATIQUES

Vallourec confirme ses ambitions de réduction de l'empreinte carbone directe et indirecte à horizon 2025 en ligne avec l'Accord de Paris. Tandis que nos objectifs de réduction des émissions de CO₂ pour 2025 sont d'ores et déjà atteints, ceux pour 2030 et 2035 le seront grâce à un plan d'action qui repose notamment sur le transfert de la production de l'Allemagne vers le Brésil, des projets de réduction des émissions de méthane dans les fours de carbonisation au Brésil, et de l'augmentation de la part d'achat d'acier issus de la filière électrique en Chine. Le Groupe a tenu compte de ces éléments dans la préparation du plan stratégique.

Dans le cadre des enjeux liés au changement climatique et au développement durable, les tests de pertes de valeurs intègrent également la prise en compte des perspectives de croissance du

secteur Oil & Gas, telles qu'expliquées dans le paragraphe taux de croissance à l'infini.

Au-delà de ces éléments, le Groupe a identifié des risques climatiques physiques. Cette analyse couvre l'ensemble des sites de Vallourec, ses fournisseurs clés et les ports. Il intègre 28 risques climatiques (inondations, vagues de chaleur, stress hydrique, glissements de terrain, tempêtes, etc..) prévus par le scénario SSP5-8.5 d'ici 2030 et 2050, modélisant les événements locaux susceptibles de se produire sur une planète plus chaude de 4°C en moyenne. Les événements climatiques survenant constitueront un indice de perte de valeur pour les actifs concernés et le Groupe en tiendra compte dans la réalisation des tests de dépréciation et dans les durées de vie des actifs.

RÉSULTATS DES TESTS DE DÉPRÉCIATIONS

Les tests de dépréciation réalisés au 31 décembre 2024 n'ont pas conduit à constater des pertes de valeur. A l'exception d'un montant de 22 millions d'euros correspondant à une dépréciation sur des actifs individuels, en lien avec la restructuration des projets du groupe.

Pour rappel, en 2023, les tests effectués sur les actifs de l'UGT Vallourec Eastern Hemisphere Tubes ont résulté en une reprise nette de provisions précédemment constituées pour un total de

153 millions d'euros, reflétant l'amélioration des perspectives pour les principales entités comprises dans cette UGT.

L'UGT South America Tubes qui a fait l'objet de tests de dépréciation présente les analyses de sensibilité ci-après:

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Les analyses de sensibilité présentées dans le tableau ci-dessous ont été calculées en faisant varier un paramètre unique.

Analyse des UGTs (en millions de BRL)	Vallourec South America Tubes	
Actifs nets		
• Dont courants		2 766
• Dont non courants		3 636
Bases testées au 31/12/2024		6 402
Valeur d'utilité de l'UGT		8 737
Delta		2 335
Analyse des sensibilités des UGT (en millions de BRL)		
Sensibilité au taux d'actualisation	+ 0,5 pt	(333)
	- 0,5 pt	359
Sensibilité du RBE	+ 10 % par an	1 141
	-10 % par an	(1 141)
Sensibilité au taux BRL / USD	+ 5 cts	(240)
	- 5 cts	240
Sensibilité sur le taux de croissance à l'infini	+ 0,5 pt	211
	- 0,5 pt	(196)

4.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût. Elles comprennent essentiellement des brevets et marques qui sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrées séparément de l'écart d'acquisition si leur juste valeur peut être évaluée lors de la phase d'acquisition. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation par l'entreprise lorsqu'elles ont une durée de vie finie.

	31/12/2023			31/12/2024		
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immobilisations incorporelles	376 950	(334 912)	42 037	362 784	(329 728)	33 056

Immobilisations incorporelles	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Au 31/12/2022	369 023	(332 203)	36 820
Acquisitions	483	—	483
Cessions	(4 851)	4 440	(411)
Charge d'amortissement	—	(11 261)	(11 261)
Charge de dépréciation	—	—	—
Effet des variations de change	(6 555)	6 327	(228)
Reclassement et autres variations	18 850	(2 216)	16 634
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	—	—	—
Au 31/12/2023	376 950	(334 913)	42 037
Acquisitions	235	—	235
Cessions	(17 111)	17 098	(13)
Charge d'amortissement	—	(9 346)	(9 346)
Charge de dépréciation	—	—	—
Effet des variations de change	2 663	(4 743)	(2 080)
Reclassement et autres variations	47	2 176	2 223
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	—	—	—
AU 31/12/2024	362 784	(329 728)	33 056

Les immobilisations incorporelles correspondent à la technologie, logiciels, brevets et licences, ainsi qu'aux savoir-faire et relations clients acquis notamment à l'occasion de regroupements d'entreprises.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie autres que les écarts d'acquisition.

4.4 Immobilisations corporelles

Évaluation au coût net d'amortissement et de dépréciation

Hormis le cas où elles sont acquises lors d'un regroupement d'entreprises, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. À chaque arrêté, le coût d'acquisition est diminué de l'amortissement cumulé et le cas échéant, des provisions pour dépréciation déterminées selon IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Approche par composants

Les principaux composants d'une immobilisation présentant une durée d'utilité différente de celle de l'immobilisation principale (fours, équipements industriels lourds...) sont identifiés par les services techniques, afin d'être amortis sur leur durée d'utilité propre.

Lors du remplacement du composant, la dépense (soit le coût du nouveau composant) est immobilisée à condition que des avantages économiques futurs soient toujours attendus de l'actif principal.

L'approche par composants est également appliquée aux dépenses de grandes révisions, planifiées et d'une périodicité supérieure à un an. Ces dépenses sont identifiées comme une composante du coût d'acquisition de l'immobilisation et amorties sur la période séparant deux révisions.

Frais d'entretien et de réparation

Les frais d'entretien et de réparation récurrents ne répondant pas aux critères de l'approche par composants sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Immobilisations acquises dans le cadre d'une acquisition d'entreprises

Les immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition. Elles sont amorties selon le mode linéaire et sur la durée d'utilité résiduelle à la date d'acquisition.

Droit d'utilisation

Les contrats de location, tels que définis par la norme IFRS 16 « Contrats de location », sont comptabilisés au bilan, ce qui se traduit par la constatation :

- d'un actif qui correspond au droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat ;
- d'une dette au titre de l'obligation de paiement.

Les contrats de location du Groupe concernent principalement des biens immobiliers et des matériels industriels servant à la fabrication et au transport de produits.

Le Groupe utilise les exemptions suivantes permises par la norme :

- exclusion des contrats de location de courte durée (durée inférieure ou égale à 12 mois) ;
- exclusion des contrats dont le bien sous-jacent est de faibles valeurs (valeur unitaire à neuf inférieure à 5 000 dollars US) ;
- exclusion des contrats de location d'actif incorporel.

Évaluation du droit d'utilisation des actifs

À la date de prise d'effet d'un contrat de location, le droit d'utilisation est évalué à son coût et comprend :

- le montant initial de la dette auquel sont ajoutés, s'il y a lieu, les paiements d'avance faits au loueur, nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur ;
- le cas échéant, les coûts directs initiaux encourus par le preneur pour la conclusion du contrat et l'estimation des coûts de remise en état.

Le droit d'utilisation est amorti linéairement sur la durée du contrat de location.

Amortissements

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire et sur les durées d'utilité indiquées ci-après. Les terrains ne sont pas amortis.

Principales catégories d'immobilisations	Durée d'utilité
CONSTRUCTIONS	
Constructions	30-40
Agencements et aménagements	10
INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRIEL ET OUTILLAGE	
Installations industrielles	20-25
Autres (automates...)	5-10
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
Matériel de transport et mobilier de bureau	5-10
Matériel informatique	3

Les dotations aux amortissements des nouveaux sites industriels en phase de démarrage sont calculées compte tenu de la méthode des unités de production pour les actifs directement utilisés dans le processus de production et de la méthode de l'amortissement linéaire pour l'amortissement des autres actifs.

	31/12/2023			31/12/2024		
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Terrains	107 711	(45 924)	61 787	86 895	(34 405)	52 490
Constructions	798 748	(442 791)	355 957	717 545	(373 773)	343 772
Installations techniques, matériels et outillages industriels	3 812 284	(2 635 553)	1 176 731	2 940 541	(1 835 651)	1 104 890
Immobilisations corporelles en cours	282 614	(4 684)	277 930	240 422	—	240 422
Autres	317 850	(209 810)	108 040	290 460	(189 862)	100 598
TOTAL	5 319 207	(3 338 762)	1 980 445	4 275 863	(2 433 691)	1 842 172

Immobilisations corporelles (hors droits d'utilisation)	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Au 31/12/2022	5 393 182	(3 615 789)	1 777 393
Acquisitions	215 966	—	215 966
Cessions	(368 025)	344 736	(23 289)
Charge d'amortissement	—	(165 274)	(165 274)
Charge de dépréciation	—	148 238	148 238
Effet des variations de change	(43 008)	46 214	3 206
Reclassement et autres variations	9 255	(30 407)	(21 152)
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	—	—	—
Au 31/12/2023	5 207 370	(3 272 282)	1 935 088
Acquisitions	153 278	—	153 278
Cessions	(1 030 742)	1 003 871	(26 871)
Charge d'amortissement	—	(182 630)	(182 630)
Charge de dépréciation	—	(17 744)	(17 744)
Effet des variations de change	(93 585)	11 629	(81 956)
Reclassement et autres variations	(89 712)	98 459	8 747
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	—	—	—
AU 31/12/2024	4 146 609	(2 358 699)	1 787 910

DROIT D'UTILISATION

	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Au 31/12/2022	133 283	(81 905)	51 378
Nouveaux baux	13 515	—	13 515
Baux éteints ou annulés	(37 855)	37 209	(646)
Charge d'amortissement	—	(19 910)	(19 910)
Charge de dépréciation	—	808	808
Effet des variations de change	(180)	283	103
Autres immobilisations financières	3 074	(2 965)	109
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	—	—	—
Au 31/12/2023	111 837	(66 480)	45 357
Nouveaux baux	28 027	—	28 027
Baux éteints ou annulés	(20 459)	20 830	371
Charge d'amortissement	—	(30 020)	(30 020)
Charge de dépréciation	—	(4 086)	(4 086)
Effet des variations de change	(4 916)	2 669	(2 247)
Autres immobilisations financières	14 766	2 076	16 842
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	—	17	17
AU 31/12/2024	129 255	(74 992)	54 263

4.5 Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques au Brésil constitués de forêts d'eucalyptus exploitées pour les besoins internes en coke. Ces derniers sont évalués selon les principes définis par la norme IAS 41 « Agriculture ». La présence d'un marché actif au Brésil conduit le Groupe à évaluer ces actifs à leur juste valeur, diminuée des coûts de cession, lors de la comptabilisation initiale ainsi qu'à chaque date de clôture.

	31/12/2023	31/12/2024
Au 1er janvier	62 501	69 704
Investissements	10 557	12 319
Évaluation à la juste valeur	19 606	21 239
Pertes de valeur	(517)	—
Cessions	(8 546)	(2 217)
Effet des variations de change	3 255	(11 852)
Reclassification en stocks	(17 152)	(27 956)
Au 31 décembre	69 704	61 237

Au 31 décembre 2024, le Groupe exploitait environ 42 254 hectares d'eucalyptus sur une surface totale de 164 193 hectares.

4.6 Réconciliation des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations du tableau de flux

	2023		2024	
	Incorporels et corporels	Biologiques	Incorporels et corporels	Biologiques
Acquisition d'immobilisations incorporelles	483	—	235	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	215 966	10 557	153 278	12 319
Total des investissements industriels	216 448	10 557	153 512	12 319
Variation des dettes sur immobilisations et des apports des partenaires	(14 419)	—	847	—
TOTAL	202 029	10 557	154 359	12 319
Tableau de trésorerie : investissements décaissés au cours de l'année s'élèvent à :	212 586		166 678	

4.7 Engagements hors bilan opérationnels

Les engagements hors bilan reçus s'élèvent à 4 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 4,5 millions d'euros au 31 décembre 2023. Ils correspondent principalement à des commandes d'immobilisations.

ENGAGEMENTS DONNÉS PAR ÉCHÉANCE

	31/12/2023	31/12/2024	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances clients	676	2 905	2 905	—	—
Autres engagements	74 449	93 012	36 695	50 633	5 684
TOTAL	75 125	95 917	39 600	50 633	5 684

Note 5 • Titres mis en équivalence

Définition

Les entreprises associées sont des entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière sans en détenir le contrôle.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Les participations du Groupe dans des co-entreprises et entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Mise en équivalence

La méthode de la mise en équivalence prévoit que la participation dans une entreprise associée soit initialement comptabilisée au coût, puis ajustée ultérieurement de la part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat global de l'entreprise associée.

Une participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une co-entreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une co-entreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en goodwill. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts dans les résultats nets des entreprises associées sont intégrées au sein du résultat net des activités poursuivies, que leurs activités s'inscrivent ou non dans le prolongement des activités du Groupe.

Test de dépréciation

En cas d'indice de perte de valeur, la valeur comptable totale de la participation (y compris goodwill) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs.

Perte de l'influence notable ou du contrôle conjoint

Dès lors que la participation ne constitue plus une entreprise associée, la méthode de la mise en équivalence n'est plus appliquée. Si le Groupe conserve un intérêt résiduel dans l'entité et que cet intérêt constitue un actif financier, cet actif financier est évalué à la juste valeur à la date où la participation cesse d'être une entreprise associée ou une co-entreprise.

Prise de contrôle d'une activité conjointe ou d'une mise en équivalence

Conformément à la norme IFRS 3, les participations antérieurement détenues sont réévaluées à leur juste valeur conduisant à un résultat de cession (« Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents ») et les actifs acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de prise de contrôle.

Les principales sociétés mises en équivalence (valeur comptable individuelle supérieure à 20 millions d'euros) sont listées ci-dessous.

	HKM	Autres	Total entreprises associées	Total co-entreprises	Total
Activité	Aciérie				
Lieu d'implantation	Allemagne				
Au 31/12/2023	—	15 736	15 736	—	15 736
Résultat sur l'exercice	—	399	399	—	399
Dividendes versés	—	(416)	(416)	—	(416)
Pertes de valeur	—	—	—	—	—
Effet des variations de change	—	972	972	—	972
Reclassement et autres variations	—	109	109	—	109
Au 31/12/2024	—	16 800	16 800	—	16 800

Hüttenwerke Krupp Mannesmann (HKM) est une entreprise associée qui produit des ronds d'acier exclusivement destinés à ses actionnaires. HKM livre principalement les tuberies européennes et est intégré à l'UGT Vallourec Eastern Hemisphere Tubes. L'évaluation de sa valeur d'utilité a été déterminée sur les mêmes bases que celles retenues pour réaliser le test de pertes de valeur (IAS 36) de l'UGT Vallourec Eastern Hemisphere Tubes.

En 2021, les perspectives d'activité ne permettant pas d'absorber les volumes revenant à Vallourec, qui a décidé de procéder à la résiliation des accords de coopération et d'approvisionnement, qui prendra effet le 31 décembre 2028 au terme du préavis contractuellement fixé à sept ans (cf. note 2.6).

5.1 Données relatives aux entreprises associées

Les informations financières (à 100 %) résumées de la société HKM sont présentées ci-dessous.

HKM	31/12/2023	31/12/2024
Actifs non courants	504 608	486 531
Actifs courants	673 659	674 515
Passifs non courants	411 093	310 593
Passifs courants	363 754	447 023
Actif net	403 420	403 430
Ventes	3 276 210	2 979 921
Résultat d'exploitation	(1 409)	11 853
Total résultat global	15	24

La réconciliation des informations financières résumées de l'entreprise associée HKM avec la valeur comptable des intérêts du Groupe dans cette entreprise associée s'établit de la manière suivante :

HKM	31/12/2023	31/12/2024
Actif net	403 420	403 430
Pourcentage de détention du Groupe dans HKM	20 %	20 %
Valeur des titres mises en équivalences	—	—
Résultat HKM	15	24
Pourcentage de détention du Groupe dans HKM	20 %	20 %
Quote-part de résultat net	3	5

Le Groupe détient également des intérêts dans d'autres entreprises associées (qui, considérées individuellement, ne sont pas significatives) pour une valeur comptable globale de 16 millions d'euros au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

5.2 Opérations réalisées avec les parties liées

	HKM	ArcelorMittal
Ventes aux parties liées	3 466	11 942
Achats auprès des parties liées	413 839	1 268
Créances sur les parties liées	51	5 569
Dettes envers les parties liées	77 374	357

Les achats concernent principalement des barres d'acier pour les opérations propres de Vallourec et des brames achetées auprès de HKM et revendues à des tiers dans le cadre de l'engagement de Vallourec à travers le contrat d'accord de fourniture (cf. note 2.6 Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents).

Les opérations avec ArcelorMittal consistent en la vente de pellets industrialisés et l'achat de matières premières.

5.3 Rémunération des organes de direction et de surveillance

Le montant global des rémunérations aux membres du Comité Exécutif dans sa composition au 31 décembre 2024 ainsi que les engagements de retraite à la clôture s'établissent comme suit :

	2023	2024
Rémunérations et avantages en nature	6 816	10 111
Paiements en actions ^(a)	16 534	8 946
Engagement de départ en retraite	525	601
Engagement de retraite complémentaire	1 003	1 035

(a) Information fournie à partir des Management Equity plans (MEP) de 2023 et 2024.

Concernant les engagements de retraite accordés aux dirigeants, il n'existe pas de régime spécifique ; les dirigeants bénéficient du régime de retraite complémentaire du groupe Vallourec (régime à prestations définies instauré en 2005 et fermé au 31 décembre 2015), ainsi que des régimes type articles 82 et 83 mis en place au 1er avril 2016, ces régimes n'entraînant pas d'engagements.

Il n'y avait au 31 décembre 2024 ni prêt ni caution accordée aux dirigeants par la société mère Vallourec et ses filiales contrôlées.

Le montant des jetons de présence et autres rémunérations perçus par les membres s'élève à 0,8 million d'euros en 2024, contre 0,7 million d'euros en 2023.

Note 6 • Capitaux propres, paiement en action et résultat par action

6.1 Capitaux propres - part du Groupe

CAPITAL

Au 31 décembre 2024, le capital de Vallourec est composé de 238 084 623 actions au nominal de 0,02 euro entièrement libérées, contre 237 271 828 actions au 31 décembre 2023. Le Groupe a émis 16 255 nouvelles actions au cours de l'exercice.

Les variations du capital de la Société au cours de l'exercice s'analysent comme suit :

<i>(en euros, sauf le nombre d'actions en unités)</i>	Nombre d'actions	Valeur nominal	Capital social en euros
Capital social au 31 décembre 2023	237 271 828	0,02	4 745 437
Augmentation de capital sans DPS par émission d'actions nouvelles	812 795	0,02	16,255
CAPITAL SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2024	238 084 623	0,02	4 761 692

Le cours de l'action Vallourec au 31 décembre 2024 s'élève à 16,42 euros/action.

RÉSERVES, INSTRUMENTS FINANCIERS

Ces réserves de variation de juste valeur des instruments de couverture (nettes d'impôt) sont alimentées principalement par deux types d'opérations :

- les opérations de couverture de change efficaces affectées au carnet de commandes et aux offres commerciales. Les variations des effets de change constatées à la clôture sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global ;

- les emprunts à taux variables pour lesquels des contrats de swaps de taux d'intérêt (à taux fixe) ont été contractés. Ils font l'objet d'une comptabilité de couverture de flux de trésorerie. Les variations de juste valeur des contrats de swaps, liées aux évolutions des taux d'intérêt, sont comptabilisées en autres éléments du résultat global.

RÉSERVES DE CONVERSION

Les réserves de conversion résultent de la conversion des capitaux propres des filiales hors zone euro. Leur variation correspond aux changements de taux des devises sur l'évaluation des capitaux propres et du résultat de ces sociétés. Ces réserves ne sont reprises en résultat qu'en cas de cession partielle ou totale et perte de contrôle de l'entité étrangère.

	USD	GBP	BRL	CNY	Autres	Total
Au 31/12/2022	386 852	(12 938)	(1 132 280)	25 453	(18 442)	(751 355)
Variation	(51 220)	219	62 312	(11 683)	(4 345)	(4 717)
Au 31/12/2023	335 632	(12 719)	(1 069 968)	13 770	(22 787)	(756 072)
Variation	75 926	305	(199 803)	12 344	18 168	(93 061)
Au 31/12/2024	411 558	(12 414)	(1 269 771)	26 114	(4 619)	(849 133)

6.2 Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont essentiellement composées par les minoritaires de Vallourec Tubos para Industria Ltda (Incotep) et par les minoritaires en Arabie saoudite (Al Qhatani).

6.3 Paiements en actions (options et actions de performance)

La norme IFRS 2 « Paiements en actions » requiert l'évaluation et la comptabilisation des avantages résultant des plans d'options et d'attributions d'actions de performance qui équivalent à une rémunération des bénéficiaires : ils sont comptabilisés en charges de personnel et étalés sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur l'évaluation initiale de l'option. Le nombre d'options pris en compte pour valoriser le plan est ajusté à chaque clôture pour tenir compte de la probabilité de présence

des bénéficiaires à la fin de la période d'indisponibilité des droits.

Certains dirigeants et salariés bénéficient de plan d'options d'achats ou de souscriptions d'actions et d'actions de performance dont les conditions d'acquisition sont liées à des critères de performance. Vallourec propose également des plans d'actionnariat réservés à ses employés. Ces plans sont évalués selon un modèle de type binomial de projection de cours.

L'impact dans le compte de résultat des plans d'actionnariat salariés est présenté à la note 2.3.

Plans de souscription d'actions

CARACTÉRISTIQUES DES PLANS

Le Directoire de Vallourec a consenti des plans de souscription d'actions de 2010 à 2022 au profit de certains dirigeants, mandataires sociaux et salariés du Groupe.

À noter que les caractéristiques des plans de 2011 à 2020 ont été recalculées pour tenir compte de la décision du Président du

Directoire du 30 juin 2021 visant à ajuster le nombre et les prix d'exercice des actions avec pour objectif d'assurer la préservation des droits des porteurs suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2021 (application d'un facteur d'ajustement de 1,89929156 sur le nombre d'options attribuées et sur le prix d'exercice).

Les caractéristiques des plans sont les suivantes :

	Plan 2015	Plan 2016	Plan 2017	Plan 2018
Date d'attribution	15 avril 2015	18 mai 2016	18 mai 2017	15 juin 2018
Date de maturité	15 avril 2019	18 mai 2020	18 mai 2021	15 juin 2022
Date d'expiration	15 avril 2023	18 mai 2024	18 mai 2025	15 juin 2026
Prix d'exercice en euros	488,14	140,29	216,55	197,84
Nombre d'options attribuées	17 656	15 216	8 135	9 851

	Plan 2019	Plan 2020	Plan 2021	Plan 2022
Date d'attribution	17 juin 2019	15 juin 2020	13 octobre 2021	04 juin 2022
Date de maturité	17 juin 2023	15 juin 2024	13 octobre 2025	04 juin 2026
Date d'expiration	17 juin 2027	15 juin 2030	13 octobre 2031	04 juin 2032
Prix d'exercice en euros	79,14	33,60	7,26	12,65
Nombre d'options attribuées	9 851	89 462	123 518	58 425

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'OPTIONS EN COURS DE VALIDITÉ

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options en cours de validité est la suivante :

En nombre d'options	2023	2024
Options en circulation au 1^{er} janvier	295 174	209 595
Options exercées	—	—
Options devenues caduques	(6 328)	(5 620)
Options radiées	(79 251)	(48 711)
Options distribuées sur l'exercice	—	—
OPTIONS EN CIRCULATION AU 31 DÉCEMBRE	209 595	155 264
Dont options pouvant être exercées	12 440	26 629

Les chiffres reportés correspondent aux nombres d'options avec un coefficient de performance 1 pour les plans en cours d'acquisition et aux nombres réels attribués pour les plans arrivés à maturité.

Au 31 décembre 2024, le prix d'exercice moyen des actions est de 22,44 euros.

Plans d'attribution d'actions de performance

CARACTÉRISTIQUES DES PLANS

Le Directoire de Vallourec a consenti des plans d'attribution d'actions de performance de 2017 à 2024 au profit de certains salariés et mandataires sociaux du groupe Vallourec.

À noter que les caractéristiques des plans de 2017 à 2020 ont été recalculées pour tenir compte de la décision du Président du

Directoire du 30 juin 2021 visant à ajuster le nombre et les prix d'exercice des actions avec pour objectif d'assurer la préservation des droits des porteurs suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2021 (application d'un facteur d'ajustement de 1,89929156 sur le nombre d'actions attribuées).

Les caractéristiques des plans sont les suivantes :

Plans d'attribution d'actions de performance	Plan 2020	Plan 2021	Plan 2022	Plan 2023	Plan 2024
Date d'attribution	15-juin-20	13-oct.-21	4-juin-22	17-nov.-23	14-nov.-24
Durée d'acquisition	3 ans	3 ans	3 ans	2 ans	2 ans
Durée de conservation	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Conditions de performance	Oui ^(a)	Oui uniquement pour les cadres de grade supérieur à 20 ^(b)	Oui uniquement pour les cadres de grade supérieur à 20 ^(c)	Oui ^(d)	Oui ^(e)
Nombre théorique d'actions attribuées	64 747	289 396	231 410	371 950	343 700

(a) Pour l'ensemble des bénéficiaires, elle sera fonction de deux critères absolus internes :

- les réductions des coûts (Gross savings en % de la baseline N-1 et hors DCOS) du Groupe pour les exercices 2020, 2021 et 2022 ;
- le ratio des émissions de carbone dues aux processus industriels de Vallourec et aux achats d'électricité tiré d'énergies fossiles sur la production expédiée, en tonnes (émission de carbone non biogénique) entre 2020 et 2022 ;

et un critère relatif externe : la croissance du taux de marge brute d'exploitation entre 2020 et 2022 par rapport à un panel de sociétés comparables ; le panel utilisé étant le suivant : Hunting Plc, United States Steel Corp., Nippon Steel Corp., Tubacex S.A., Tenaris S.A., Schlumberger, Halliburton, Tubos Reunidos S.A., TimkenSteel Corp, Salzgitter AG, ArcelorMittal S.A., TMK et NOV.

(b) Les droits conditionnels à recevoir les actions de performance attribuées aux cadres de grade inférieur ou égal à 20 ne sont soumis à aucune condition de performance. Pour les bénéficiaires de grade 21 ou supérieur, elle sera fonction de deux critères absolus internes :

- les réductions des coûts (Gross savings en % de la baseline N-1 et hors DCOS) du Groupe pour les exercices 2021, 2022 et 2023 ;
- le ratio des émissions de carbone dues aux processus industriels de Vallourec et aux achats d'électricité tiré d'énergies fossiles sur la production expédiée, en tonnes (émission de carbone non biogénique) entre 2021 et 2023 ;

et un critère relatif externe : la croissance du taux de marge brute d'exploitation entre 2021 et 2023 par rapport à un panel de sociétés comparables ; le panel utilisé étant le suivant : Hunting Plc, United States Steel Corp., Nippon Steel Corp., Tubacex S.A., Tenaris S.A., Schlumberger, Halliburton, Tubos Reunidos S.A., TimkenSteel Corp, Salzgitter AG, ArcelorMittal S.A., TMK et NOV.

(c) Les droits conditionnels à recevoir les actions de performance attribuées aux cadres de grade inférieur ou égal à 20 ne sont soumis à aucune condition de performance. Pour les bénéficiaires de grade 21 ou supérieur, elle sera fonction de deux critères absolus internes :

- les réductions des coûts (Gross savings en % de la baseline N-1 et hors DCOS) du Groupe pour les exercices 2022, 2023 et 2024 ;
- le ratio des émissions de carbone dues aux processus industriels de Vallourec et aux achats d'électricité tiré d'énergies fossiles sur la production expédiée, en tonnes (émission de carbone non biogénique) entre 2022 et 2024 ;

et un critère relatif externe : la croissance du taux de marge brute d'exploitation entre 2022 et 2024 par rapport à un panel de sociétés comparables ; le panel utilisé étant le suivant : Hunting Plc, United States Steel Corp., Nippon Steel Corp., Tubacex S.A., Tenaris S.A., Schlumberger, Halliburton, Tubos Reunidos S.A., TimkenSteel Corp, Salzgitter AG, ArcelorMittal S.A., TMK et NOV.

(d) Les conditions de performance sont les suivantes :

- 50 % des actions sont uniquement assujetties à une condition de présence. Le nombre d'actions de performance touchées par cette condition est de 185 975 ;
- 25 %, le cours moyen journalier moyen pondéré en volume de négociation de l'action Vallourec doit être égal ou supérieur à 16,19 euros pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours de négociation consécutifs au cours de la Période d'acquisition. Le nombre d'actions de performance affectées par cette condition est de 93 030 ;
- 25 %, le cours journalier moyen pondéré en volume de négociation de l'action Vallourec doit être égal ou supérieur à 20,22 euros pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours de négociation consécutifs au cours de la Période d'acquisition. Le nombre d'actions de performance affectées par cette condition est de 92 945.

(e) Les conditions de performance sont les suivantes :

- 50 % des actions sont uniquement assujetties à une condition de présence. Le nombre d'actions de performance touchées par cette condition est de 171 850 ;
- 25 %, le cours moyen journalier moyen pondéré en volume de négociation de l'action Vallourec doit être égal ou supérieur à 16,19 euros pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours de négociation consécutifs au cours de la Période d'acquisition. Le nombre d'actions de performance affectées par cette condition est de 85 978 ;
- 25 %, le cours journalier moyen pondéré en volume de négociation de l'action Vallourec doit être égal ou supérieur à 20,22 euros pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours de négociation consécutifs au cours de la Période d'acquisition. Le nombre d'actions de performance affectées par cette condition est de 85 872.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D' ACTIONS

Pour l'ensemble des plans, l'évolution du nombre d'actions en cours d'acquisition est la suivante :

En nombre d'actions	2023	2024
Nombre d'actions en cours d'acquisition au 1^{er} janvier	578 087	839 022
Actions livrées sur l'année	(41 215)	(173 939)
Superperformance	—	—
Actions annulées	(69 800)	(149 753)
Actions attribuées sur l'année	371 950	343 700
NOMBRE D' ACTIONS EN COURS D' ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE	839 022	859 030

Les chiffres reportés correspondent aux nombres d'actions avec un coefficient de performance 1 pour les plans en cours d'acquisition et aux nombres réels attribués pour les plans arrivés à maturité.

Valorisation des plans ^(a)	Plan 2023	Plan 2024
Prix de l'action à la date d'attribution	13,18 €	15,11 €
Taux sans risque ^(b)	3,15 %	2,33 %
Taux de dividendes ^(c)	0 % en 2024 et 9,00 % en 2025	6 % en 2025 et 9 % en 2026
	Condition de présence uniquement : 11,98 €	Condition de présence uniquement : 12,98 €
Juste valeur de l'action	Condition de cours 16,19 € : 7,56 €	Condition de cours 16,19 € : 8,55 €
	Condition de cours 20,22 € : 4,87 €	Condition de cours 20,22 € : 3,91 €
NOMBRE D' ACTIONS ATTRIBUÉES	371 950	343 700

(a) Pour évaluer la juste valeur des actions accordées, le modèle binomial de projection des cours a été utilisé. L'avantage du salarié correspond à la juste valeur de l'action attribuée, tenant compte de l'impossibilité de percevoir les dividendes pendant la période d'acquisition et du coût pour le salarié induit par l'incessibilité du titre pendant la période de conservation.

(b) Le taux sans risque correspond au taux zéro-coupon (source : Institut des Actuaire).

(c) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

Management Equity Plans

Au cours de l'exercice 2024, le groupe Vallourec a attribué de nouveaux Plans d'Attribution Gratuite d'Actions « Management Equity Plan » (MEP) en faveur des salariés et des dirigeants mandataires sociaux.

PLAN MEP DU 18 MARS 2024

Le plan MEP du 18 mars 2024 attribue 117 348 actions gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 3 tranches.

Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 2	Tranche 3	Tranche 4
Prix de l'action à la date d'attribution	15,69 €	15,69 €	15,69 €
Durée d'acquisition	0,52 an	0,94 an	1,39 an
Conditions de performance ^(a)	Oui	Oui	Oui
Volatilité ^(b)	37,50 %	37,50 %	37,50 %
Taux sans risque ^(c)	2,47 %	2,47 %	2,47 %
Taux de dividendes ^(d)	0% en 2024 et 9% en 2025 et 2026	0% en 2024 et 9% en 2025 et 2026	0% en 2024 et 9% en 2025 et 2026
Juste valeur de l'action ^(e)	€ 12,63	8,42 €	3,62 €
Nombre d'actions attribuées	54 912	54 909	7 527

(a) Les actions de performance des tranches 2, 3 et 4, seront respectivement convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 16,19 euros, 20,22 euros et 28,32 euros sur 90 jours sur une période de 5 ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition respectivement de 0,52 an, 0,94 an et 1,39 an.

(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(c) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuares).

(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

(e) Suite à la modification des conditions de performance, votée en Assemblée Générale le 23 mai 2024, la juste valeur des tranches 2, 3 et 4 a été revue à la hausse pour une valeur complémentaire respectivement de 0,10 euros, 1,25 euro et 1,30 euro.

PLAN MEP DU 24 MAI 2024

Le plan MEP du 24 mai 2024 attribue 74 838 actions de performance gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 2 tranches.

Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 2	Tranche 3
Prix de l'action à la date d'attribution	16,65 €	16,65 €
Durée d'acquisition	0,15 an	0,91 an
Conditions de performance ^(a)	Oui	Oui
Volatilité ^(b)	34,50 %	34,50 %
Taux sans risque ^(c)	3,12 %	3,12 %
Taux de dividendes ^(d)	0% en 2024 et 9% en 2025 et 2026	0% en 2024 et 9% en 2025 et 2026
Juste valeur de l'action	16,00 €	10,56 €
Nombre d'actions attribuées	37 419	37 419

(a) Les actions de performance des tranches 2 et 3, seront respectivement convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 16,19 euros et 20,22 euros sur 90 jours sur une période de 5 ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition respectivement de 0,15 an et 0,91 an.

(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(c) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuares).

(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

PLAN MEP DU 26 JUIN 2024

Le 26 juin 2024, le Groupe VALLOUREC a décidé de la création d'un Plan d'Attribution Gratuite d'Actions « Management Equity Plan » (MEP) en faveur des salariés et des dirigeants mandataires sociaux.

Le plan « MEP » du 26 juin 2024 attribue 162 975 actions gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 2 enveloppes : 27 900 actions ordinaires et 135 075 actions de préférences.

Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions ordinaires sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 1	Tranche 2
Prix de l'action à la date d'attribution	14,81 €	14,81 €
Durée d'acquisition	1 an	2 ans
Conditions de performance ^(a)	Oui	Oui
Volatilité ^(b)	27,00 %	33,00 %
Taux sans risque ^(c)	3,48 %	3,18 %
Taux de dividendes ^(d)	0 % en 2024 et 9 % en 2025 et 2026	0 % en 2024 et 9 % en 2025 et 2026
Juste valeur de l'action	13,26 €	11,05 €
Nombre d'actions attribuées	13 950	13 950

(a) Chaque tranche ne sera acquise que si à la date d'acquisition le cours de bourse de l'action Vallourec est supérieur à 8,09 €.

(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(c) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuares).

(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 2	Tranche 3	Tranche 4
Prix de l'action à la date d'attribution	14,81 €	14,81 €	14,81 €
Durée d'acquisition	0,31 an	1,09 an	1,47 an
Conditions de performance ^(a)	Oui	Oui	Oui
Volatilité ^(b)	33,00 %	33,00 %	33,00 %
Taux sans risque ^(c)	3,18 %	3,18 %	3,18 %
Taux de dividendes ^(d)	0% en 2024 et 9% en 2025 et 2026	0% en 2024 et 9% en 2025 et 2026	0% en 2024 et 9% en 2025 et 2026
Juste valeur de l'action	12,58 €	6,99 €	2,50 €
Nombre d'actions attribuées	39 363	90 212	5 500

(a) Les actions de performance des tranches 2, 3 et 4, seront respectivement convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 16,19 euros, 20,22 euros et 28,32 euros sur 90 jours sur une période de 5 ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition respectivement de 0,31 an, 1,09 an et 1,47 an.

(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(c) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuares).

(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

PLAN MEP DU 10 AOÛT 2024

Le 10 août 2024, le Groupe VALLOUREC a décidé de la création d'un Plan d'Attribution Gratuite d'Actions « Management Equity Plan » (MEP) en faveur des salariés et des dirigeants mandataires sociaux.

Le plan « MEP » du 10 août 2024 attribue 1 286 000 actions gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 2 enveloppes : 593 000 actions ordinaires et 693 000 actions de préférences.

Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions ordinaires sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 1	Tranche 2
Prix de l'action à la date d'attribution	13,45 €	13,45 €
Durée d'acquisition	1 an	2 ans
Conditions de performance ^(a)	Oui	Oui
Volatilité ^(b)	25,90 %	31,90 %
Taux sans risque ^(c)	3,15 %	2,77 %
Taux de dividendes ^(d)	9 %	9 %
Juste valeur de l'action	11,81 €	9,58 €
Nombre d'actions attribuées	296 500	296 500

(a) Chaque tranche ne sera acquise que si à la date d'acquisition le cours de bourse de l'action Vallourec est supérieur à 8,09 €.

(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(c) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuares).

(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 3
Prix de l'action à la date d'attribution	13,45 €
Durée d'acquisition	1,21 an
Conditions de performance ^(a)	Oui
Volatilité ^(b)	29,60 %
Taux sans risque ^(c)	2,79 %
Taux de dividendes ^(d)	9 %
Juste valeur de l'action	4,01 €
Nombre d'actions attribuées	693 000

(a) Les actions de performance des tranches 3 seront convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 20,22 euros sur 90 jours sur une période de 5 ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition de 1,21 an.

(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(c) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuares).

(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

PLAN MEP DU 2 SEPTEMBRE 2024

Le 2 septembre 2024, le Groupe VALLOUREC a décidé de la création d'un Plan d'Attribution Gratuite d'Actions « Management Equity Plan » (MEP) en faveur des salariés et des dirigeants mandataires sociaux.

Le plan « MEP » du 2 septembre 2024 attribue 88 348 actions gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 2 enveloppes : 29 413 actions ordinaires et 58 935 actions de préférences.

Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions ordinaires sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 1.1	Tranche 1.2
Prix de l'action à la date d'attribution	14,43 €	14,43 €
Durée d'acquisition	1 an	2 ans
Conditions de performance ^(a)	Oui	Oui
Volatilité ^(b)	26,20 %	30,90 %
Taux sans risque ^(c)	3,09 %	2,76 %
Taux de dividendes ^(d)	9 %	9 %
Juste valeur de l'action	12,91 €	10,68 €
Nombre d'actions attribuées	14 707	14 706

(a) Chaque tranche ne sera acquise que si à la date d'acquisition le cours de bourse de l'action Vallourec est supérieur à 8,09 €.

(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(c) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuares).

(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 3	Tranche 4
Prix de l'action à la date d'attribution	14,43 €	14,43 €
Durée d'acquisition	0,74 an	1,11 an
Conditions de performance ^(a)	Oui	Oui
Volatilité ^(b)	28,30 %	28,30 %
Taux sans risque ^(c)	2,79 %	2,79 %
Taux de dividendes ^(d)	9 %	9 %
Juste valeur de l'action	5,10 €	1,08 €
Nombre d'actions attribuées	55 305	3 630

(a) Les actions de performance des tranches 3 et 4, seront respectivement convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 20,22 euros et 28,32 euros sur 90 jours sur une période de 5 ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition respectivement de 0,74 an et 1,11 an.

(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(c) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuares).

(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

PLAN MEP DU 16 DECEMBRE 2024

Le 16 décembre 2024, le Groupe VALLOUREC a décidé de la création d'un Plan d'Attribution Gratuite d'Actions « Management Equity Plan » (MEP) en faveur des salariés et des dirigeants mandataires sociaux.

Le plan « MEP » du 16 décembre 2024 attribue 15 600 actions gratuites au profit des salariés et des dirigeants mandataires sociaux. Ces actions sont réparties en 2 enveloppes : 5 200 actions ordinaires et 10 400 actions de préférences.

Caractéristiques du plan

Les caractéristiques du plan attribuant des actions ordinaires sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 1	Tranche 2
Prix de l'action à la date d'attribution	16,54 €	16,54 €
Durée d'acquisition	1 an	2 ans
Conditions de performance ^(a)	Oui	Oui
Volatilité ^(b)	25,50 %	27,70 %
Taux sans risque ^(c)	2,57 %	2,53 %
Taux de dividendes ^(d)	6 % en 2025 9 % en 2026	6 % en 2025 9 % en 2026
Juste valeur de l'action	15,49 €	13,59 €
Nombre d'actions attribuées	2 600	2 600

(a) Chaque tranche ne sera acquise que si à la date d'acquisition le cours de bourse de l'action Vallourec est supérieur à 8,09 €.

(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(c) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuares).

(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

Les caractéristiques du plan attribuant des actions de performance sont les suivantes :

Valorisation des plans	Tranche 3
Prix de l'action à la date d'attribution	16,54 €
Durée d'acquisition	0,85 an
Conditions de performance ^(a)	Oui
Volatilité ^(b)	24,90 %
Taux sans risque ^(c)	2,52 %
Taux de dividendes ^(d)	6 % en 2025 9 % en 2026
Juste valeur de l'action	3,97 €
Nombre d'actions attribuées	10 400

(a) Les actions de performance des tranches 3 seront convertibles en actions ordinaires si le cours de bourse de l'action Vallourec pondéré par le volume (VWAP) atteint une moyenne de 20,22 euros sur 90 jours sur une période de 5 ans suivant la restructuration financière. Les modèles de valorisation font ressortir des durées moyennes d'acquisition de 0,85 an.

(b) La volatilité correspond à une volatilité historique observée sur une période correspondante à la durée de vie des plans.

(c) Le taux sans risque retenu est fonction des échéances de chacune des tranches (courbe de taux de l'Institut des Actuares).

(d) Les taux de dividendes attendus ont été définis sur la base des anticipations des analystes (information externe) et de la politique de dividendes du Groupe.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D' ACTIONS

L'évolution du nombre d'actions en cours d'acquisition sur le plan Management Equity Plan 2024 est la suivante :

En nombre d'actions	Actions ordinaires	Actions de performance
Nombre d'actions en cours d'acquisition au 1^{er} janvier 2024	1 308 762	1 920 611
Actions livrées sur l'année	(272 198)	4 350 542
Actions annulées	(158 839)	(2 590 147)
Actions de performance converties		(3 701 686)
Actions attribuées sur l'année	655 513	1 089 596
NOMBRE D' ACTIONS EN COURS D' ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2024	1 533 238	1 068 916

6.4 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est calculé en tenant compte de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires (options, actions de performance) et selon la méthode du « rachat d'actions » définie dans IAS 33 « Résultat par action ».

Sont présentés, ci-dessous, les résultats et actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action :

	2023	2024
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le résultat de base par action	495 910	452 067
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	229 293 252	230 162 268
Nombre moyen pondéré d'actions propres pour le résultat de base par action	(126 694)	(53 834)
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	229 166 558	230 108 434
RÉSULTAT PAR ACTION (EN EUROS)	2,2	2,0
Effet de la dilution - bons de souscription d'actions	8 469 893	11 660 179
Effet de la dilution - options d'achat, de souscription d'actions et actions de performance	2 109 064	2 265 309
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat dilué par action	239 745 515	244 033 922
Résultat dilué par action (en euros)	2,1	1,9
Dividendes versés au cours de l'exercice	2023	2024
au titre de l'exercice précédent (en euros)	—	—
au titre d'acompte sur l'exercice en cours (en euros)	—	—

Note 7 • Financement et instruments financiers

7.1 Endettement financier net

Les « emprunts et dettes financières » comprennent les emprunts bancaires portant intérêt et les emprunts obligataires.

Les emprunts sont ventilés en passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois après la clôture et en passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

Les emprunts sont initialement enregistrés à la juste valeur diminuée des coûts de transaction associés dès lors qu'ils sont directement rattachables. De tels coûts (frais et primes d'émission des emprunts) sont pris en compte dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils sont constatés dans le résultat financier de manière actuarielle sur la durée de vie du passif.

À chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture (cf. ci-après), les passifs financiers

sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités en compte courant bancaire et des valeurs mobilières de placement (parts d'OPCVM, Sicav, FCP de trésorerie à court terme) disponibles immédiatement (non nanties), non risquées et de volatilité négligeable.

La dette nette consolidée (ou « endettement financier net ») se définit comme les emprunts et dettes financières non courants majorés des emprunts et concours bancaires courants et minorés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie plus la juste valeur des cross-currency swaps sur quatre ans liés à la couverture EUR/USD du principal des 820 millions de dollars d'obligations senior portant intérêt au taux de 7,5 % par an. La dette nette exclut la dette de location financement.

En avril 2024, Vallourec a réalisé une opération importante de refinancement global qui a permis l'extension des échéances de ses dettes et liquidités et la réduction de ses coûts financiers. Les éléments clés de cette opération sont les suivants :

- conclusion d'une nouvelle ligne de crédit renouvelable multidevises (RCF) sur cinq ans pour 550 millions d'euros auprès d'un pool bancaire international diversifié ;
- avenant à la ligne de crédit adossée à des actifs (asset-backed lending facility, ABL) pour un montant augmenté à 350 millions de dollars et prolongée sur 5 ans aux États-Unis ;
- émission d'obligations senior sur huit ans portant intérêt au taux de 7,5 % par an pour un total de 820 millions de dollars et mise

en place d'un cross-currency swap sur quatre ans pour couvrir l'exposition de Vallourec au risque de change sur ses nouvelles obligations senior avec un coupon équivalent euro d'environ 5,8 % ;

- remboursement des précédentes obligations pour 1 023 millions d'euros portant intérêt au taux de 8,5 % par an à échéance 2026 ;
- remboursement d'environ 68 millions d'euros des 262 millions d'euros de prêts garantis par l'État au moment de la réalisation de l'opération.

	31/12/2023			31/12/2024		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Emprunts obligataires	1 105 354	1 105 354	—	771 362	771 362	—
Emprunts auprès des établissements de crédit	242 582	241 394	1 188	190 694	189 213	1 481
Autres emprunts et dettes assimilées	120 660	1 383	119 277	63 868	1 522	62 346
Concours bancaires courants	1 732	—	1 732	77 003	—	77 003
Total emprunts et dettes financières courants et non courants	1 470 328	1 348 131	122 197	1 102 927	962 097	140 830
Valeurs mobilières de placement	718 423	—	718 423	788 754	—	788 754
Disponibilités	181 525	—	181 525	314 522	—	314 522
Trésorerie et équivalents de trésorerie	899 947	—	899 947	1 103 276	—	1 103 276
Couverture de la juste valeur du cross-currency swap*	—	—	—	(20 931)	(20 931)	—
ENDETTEMENT FINANCIER NET	570 381	1 348 131	(777 750)	(21 280)	941 166	(962 446)

* À la suite de l'émission de ses obligations senior sur 8 ans portant intérêt au taux de 7,5 % par an pour un total de 820 millions de dollars, Vallourec a mis en place des cross-currency swaps sur 4 ans pour couvrir son exposition au risque de change EUR/USD. La juste valeur de ces swaps liés à la couverture EUR/USD du principal des obligations est par conséquent considérée comme entrant dans le cadre de la définition de l'endettement net.

7.1.1 EMPRUNT OBLIGATAIRE

En millions	Devise	Montant nominal initial	Montant du principal restant dû	Échéance	Taux facial	Valeur comptable (en millions d'euros)
Emprunt obligataire – avril 2024 ^(a)	USD	820	820	April-32	7,50 %	771
Prêts garantis par l'État (PGE) – juin 2021	EUR	262	194	June-27	1,84 %	176
TOTAL						948

(a) Vallourec a mis en place un cross-currency swap sur quatre ans pour couvrir son exposition au risque de change, ce qui se traduit par un taux d'intérêt fixe en euros d'environ 5,8 %.

En avril 2024, Vallourec S.A. a émis un emprunt obligataire non assorti de sûreté d'un montant nominal de 820 millions de dollars, à échéance à 2032, avec un coupon fixe à 7,5 % par an. Cet emprunt obligataire sur huit ans, soumis à une période de « non-call » de trois ans, est garanti par les mêmes filiales qui garantissent la ligne de crédit renouvelable (RCF). Les obligations sont soumises à certaines clauses restrictives, notamment en ce qui concerne les privilèges, les fusions, la consolidation ou la vente d'actifs et les cessions-bail, avec certains seuils et exceptions (cf. note 7.1.5).

Il comporte notamment une clause de changement de contrôle susceptible d'entraîner le remboursement anticipé obligatoire d'obligations à la demande de chaque porteur d'obligations en cas de changement de contrôle de Vallourec (au profit d'une personne ou d'un groupe de personnes agissant de concert) emportant une dégradation de la notation financière de celle-ci. Il est aussi prévu que le crédit devienne immédiatement exigible si

le Groupe venait à faire défaut sur le remboursement d'une de ses dettes financières (« cross default »), ou s'il advenait un événement significatif entraînant des conséquences sur l'activité ou la condition financière du Groupe et sa capacité à rembourser sa dette.

En outre, l'émetteur a la possibilité de rembourser les obligations avant le 15 avril 2027, à hauteur de 100 % du montant en principal, majoré d'une prime « make whole premium ». Au-delà du 15 avril 2027, le remboursement peut s'effectuer à des conditions tarifaires spécifiques. Chaque année, jusqu'à 10 % du montant en principal initial peuvent être remboursés (avec une prime de 103 %), et jusqu'à 40 % peuvent être remboursés au moyen des produits d'une émission d'actions avant le 15 avril 2027.

À titre indicatif, la juste valeur (« mark to market ») de cet emprunt obligataire est de 826 millions d'euros au 31 décembre 2024.

7.1.2 EMPRUNTS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Les emprunts auprès des établissements de crédit se composent principalement du tirage sur les prêts garantis par l'État (PGE) de Vallourec S.A. (176 millions d'euros) qui sont détaillés en note 7.1.5.

7.1.3 AUTRES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

Les autres emprunts et dettes financières assimilées correspondent principalement aux lignes d'ACC ACE au Brésil.

En effet, Vallourec Soluções Tubulares do Brasil bénéficie de lignes d'ACC ACE, finançant ses besoins d'exploitation à l'export. Au 31 décembre 2024, le montant des ACC ACE s'élève à 39 millions d'euros.

7.1.4 ANALYSE EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES PAR DEVISE, TAUX ET ÉCHÉANCE

Endettement par devise

	31/12/2023	%	31/12/2024	%
USD	45 476	3 %	803 120	73 %
EUR	1 410 809	96 %	284 358	26 %
BRL	14 043	1 %	15 449	1 %
Autres immobilisations financières	—	— %	—	— %
TOTAL	1 470 328	100 %	1 102 927	100 %

Analyse par échéance des emprunts et dettes financières

	31/12/2023	31/12/2024
< 3 mois	46 851	91 871
> 3 mois et < 1 an	75 346	48 687
> 1 an	4 136	2 262
> 2 ans	1 106 955	178 982
> 3 ans	230 158	2 113
> 4 ans	1 709	1 885
5 ans et plus	5 173	777 127
TOTAL	1 470 328	1 102 927

L'endettement par taux

	31/12/2023	%	31/12/2024	%
Taux fixe	1 459 609	99 %	1 025 071	93 %
Taux variable	10 719	1 %	77 856	7 %
TOTAL	1 470 328	100 %	1 102 927	100 %

La part à taux variable correspond principalement à un emprunt à court terme au 31 décembre 2024.

7.1.5 LIGNES DE CRÉDIT ET COVENANTS

Lignes de crédit de Vallourec S.A.

En millions	Devise	Montant nominal initial	Montant tiré	Échéance	Montant disponible (en millions d'euros)
Ligne de crédit adossée à des actifs (ABL) – novembre 2022 ^(a)	USD	350	—	Apr-29	224
Ligne de crédit renouvelable (RCF) – avril 2024	EUR	550	—	Apr-29	550
TOTAL					774

(a) En avril 2024, Vallourec a augmenté le montant de sa ligne de crédit ABL à 350 millions de dollars et l'a prolongée sur 5 ans. Au 31 décembre 2024, environ 9,5 millions de dollars de lettres de crédit émises au titre de ce contrat étaient en circulation. Les liquidités disponibles ne doivent pas dépasser la base d'emprunt de ce contrat.

Un changement de contrôle de Vallourec pourrait provoquer le remboursement et l'annulation de tout ou partie de la ligne de crédit confirmée de 550 millions d'euros, de la ligne de crédit ABL aux États-Unis et des PGE (« le crédit »), sur décision de chacune des banques participantes. Il est aussi prévu que le crédit devienne immédiatement exigible si le Groupe venait à faire défaut sur le remboursement d'une de ses dettes financières (« cross default »), ou s'il advenait un événement significatif entraînant des conséquences sur l'activité ou la condition financière du Groupe et sa capacité à rembourser sa dette.

La ligne de crédit confirmée de 550 millions d'euros prévoit le respect par Vallourec d'un ratio de dette nette consolidée sur fonds propres consolidés (« covenant bancaire ») à un niveau maximum de 100 %. Ce ratio est défini comme le rapport entre la dette nette consolidée du Groupe (y inclut la dette de location financement) et les capitaux propres du groupe, retraité des gains et pertes sur produits dérivés et des écarts d'évaluation (gains et pertes sur les filiales consolidées en devises). Au 31 décembre 2024, Vallourec respecte ce ratio.

Le respect de ce ratio d'endettement retraité (« covenant bancaire ») sera testé au 30 juin et 31 décembre de chaque année pour la période de 12 mois précédant et pour la première fois le 30 juin 2024. Les covenants bancaires sont respectés au 31 décembre 2024. Le non-respect de ce ratio de covenant bancaire pourrait entraîner le remboursement anticipé et l'annulation de la ligne de crédit et de l'emprunt obligataire.

Le RCF de Vallourec S.A. est garanti à l'origine par ses filiales américaines ainsi que par Vallourec Soluções Tubulares do Brasil S.A. et Vallourec Tubos do Brasil Ltda. Par la suite, Vallourec doit s'assurer chaque année que le RCF est garanti par des filiales constituées en France, au Brésil et aux États-Unis qui (i) représentent au moins 80 % du total de ses actifs dans ces pays et (ii) dont le total des actifs a une valeur comptable représentant au moins 5 % du total de ses actifs. Le RCF est également garanti par le nantissement d'actions couvrant certaines filiales, une sûreté sur des comptes bancaires importants et des prêts interentreprises significatifs consentis par Vallourec S.A., ainsi que des accords transverses de privilèges standard (crossing-lien) sur la ligne de crédit adossée à des actifs (ABL).

Ligne de crédit mise en place en faveur de certaines filiales américaines

En avril 2024, dans le cadre du refinancement du Groupe, la ligne de crédit ABL confirmée de 210 millions de dollars US initialement consentis le 7 novembre 2022 par des banques internationales de premier plan en faveur de certaines filiales américaines du groupe Vallourec – Vallourec Star, VAM USA et Vallourec USA (toutes trois intégralement et indirectement détenues par Vallourec S.A.) – a été portée à 350 millions de dollars US, et son échéance a été prolongée de cinq ans, jusqu'en avril 2029. Cette ligne de crédit peut également être utilisée sous forme de lettres de crédit à hauteur d'un montant maximum cumulé de 20 millions de dollars US.

Cette ligne de crédit dite « Asset-Based » bénéficie à hauteur de son utilisation d'une sûreté sur les stocks et les créances clients détenus par les sociétés emprunteuses. En outre, Vallourec S.A. apporte sa garantie de maison-mère au bénéfice des prêteurs.

Au 31 décembre 2024, cette ligne était utilisée à hauteur de 9,5 millions de dollars US (9 millions de dollars US au 31 décembre 2023) sous forme de lettres de crédit uniquement. En revanche, elle ne faisait pas l'objet de tirages au titre de financements.

7.1.6 RÉSULTAT FINANCIER

Le coût financier net comprend les intérêts sur la dette et les emprunts nets des revenus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ci-après les « revenus de valeurs mobilières de placement » et « produits sur cessions de valeurs mobilières de placement ».

Les revenus des titres, prêts et créances comprennent principalement les revenus des participations.

	2023	2024
PRODUITS FINANCIERS		
Revenus de valeurs mobilières de placement	11 676	13 578
Produits sur cessions de valeurs mobilières de placement	17 807	20 994
Total	29 483	34 572
Charges d'intérêts	(117 699)	(13 891)
Coût financier net	(88 216)	20 681
AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Revenu des titres, prêts et créances	729	1 817
Pertes (-) ou profits (+) de change et variation du report / déport	(24 564)	(25 561)
Dotations aux provisions, nettes de reprises	(194)	2 472
Autres charges et produits financiers	59 238	3 684
Total	35 209	(17 588)
CHARGES D'INTÉRÊT SUR CONTRATS DE LOCATION	(8 321)	(10 188)
AUTRES CHARGES D'ACTUALISATION		
Charges financières d'actualisation sur retraites	(4 556)	(3 801)
Produits financiers d'actualisation des éléments d'actifs et de passifs	(205)	(36)
Total	(4 761)	(3 837)
RÉSULTAT FINANCIER	(66 089)	(10 932)

En avril 2024, le refinancement du bilan de Vallourec a eu un impact positif net d'environ 70 millions d'euros – principalement lié à l'ajustement de la juste valeur comptabilisée pour les obligations senior 2026 et des prêts garantis par l'État (PGE) –, dont un impact de 44 millions d'euros sur les produits financiers. Au quatrième trimestre 2024, Vallourec a décidé de conserver le solde du PGE, conduisant à une annulation partielle de ces effets.

Le résultat financier de 2024 s'élève à une perte de 11 millions d'euros, contre une perte de 66 millions d'euros en 2023. Le principal impact apparaît au niveau des charges d'intérêts nettes,

avec un bénéfice de 21 millions d'euros en 2024, principalement dû au refinancement de Vallourec en avril 2024, qui a entraîné un ajustement de la juste valeur comptabilisée pour les obligations senior d'un montant de 1 023 millions d'euros portant intérêt au taux de 8,5 % par an à échéance 2026, ainsi qu'un ajustement de la juste valeur des prêts garantis par l'État.

La dotation aux provisions pour risque financier en 2023 couvre notamment la dépréciation de la créance financière de Vallourec Umbilicals.

7.1.7 RÉCONCILIATION DES PASSIFS FINANCIERS AVEC LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	31/12/2023	Écart de conversion	Encaissements liés aux nouveaux emprunts	Remboursements d'emprunts	Restructuration financière	Reclassement courant/non courant et autres	31/12/2024
Passifs financiers non courants	1 348 132	(2 391)	754 454	(1 088 411)	—	(49 687)	962 097
Passifs financiers courants	122 197	(11 552)	3 396	(43 127)	—	69 915	140 830
Passifs financiers (1)	1 470 329	(13 943)	757 850	(1 131 538)	—	20 228	1 102 927
Impact des instruments financiers de couverture et autres (2)			—	(3 986)			
TOTAL (1) + (2)			757 850	(1 135 524)			
Variation des passifs financiers du tableau de l'état des flux de trésorerie			757 850	(1 135 524)			

	31/12/2022	Écart de conversion	Encaissements liés aux nouveaux emprunts	Remboursements d'emprunts	Restructuration financière	Reclassement courant/non courant et autres	31/12/2023
Passifs financiers non courants	1 367 194	706	(4 957)	(5 920)	—	(8 892)	1 348 131
Passifs financiers courants	314 127	27 014	14 285	(203 941)	—	(29 288)	122 197
Passifs financiers (1)	1 681 321	27 720	9 328	(209 861)	—	(38 180)	1 470 328
Impact des instruments financiers de couverture et autres (2)	—	—	(5 784)	—	—	—	—
TOTAL (1) + (2)	—	—	3 544	(209 861)	—	—	—
Variation des passifs financiers du tableau de l'état des flux de trésorerie	—	—	3 544	(209 861)	—	—	—

Les encaissements et remboursements des passifs financiers en 2023 et 2024 concernent principalement des tirages et de lignes de crédit court terme, tels que les lignes ACC ACE au Brésil (note 7.1.3).

7.1.8 Réconciliation de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie et du bilan – décembre 31, 2023 et 2024

En milliers d'euros	Notes	31/12/2023	Variation	Forex impact	31/12/2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	7,1	899 948	230 548	(27 220)	1 103 276
Concours bancaires courants (2)	7,1	1 733	75 270	0	77 003
TRÉSORERIE (3) = (1) – (2)		898 215	155 278	(27 220)	1 026 273

En milliers d'euros	31/12/2022	Variation	Forex impact	31/12/2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	551 603	351 101	(2 756)	899 948
Concours bancaires courants (2)	4 815	(3 077)	(5)	1 733
TRÉSORERIE (3) = (1) – (2)	546 788	354 178	(2 751)	898 215

7.1.9 ENGAGEMENTS HORS BILAN FINANCIERS

Les engagements financiers hors bilan reçus s'élevaient à 286 millions d'euros au 31 décembre 2024, contre 277 millions d'euros au 31 décembre 2023. Ils correspondent principalement à des cautionnements de la part d'établissements financiers. Ces garanties de marché et lettres de crédit mentionnées ci-dessous sont principalement des garanties de bonne fin, des garanties de restitution d'acomptes ou des garanties de soumission dans le cadre de l'activité commerciale de Vallourec.

	31/12/2023	31/12/2024	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Cautions de marché et lettres de crédit données	276 848	285 663	159 251	113 291	13 121
TOTAL	276 848	285 663	159 251	113 291	13 121

7.2 Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont essentiellement constitués des dettes de location et d'instruments dérivés (dont les principes de comptabilisation sont présentés en note 7.4.3).

La dette de location, à la prise d'effet du contrat, est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers sur la durée du contrat. Les montants pris en compte au titre des loyers dans l'évaluation de la dette sont :

- les loyers fixes (y compris les loyers fixes en substance) ;
- les loyers variables basés sur un taux ou un index en utilisant le taux ou l'index à la date de prise d'effet du contrat ;
- les paiements à effectuer par le preneur en vertu d'une garantie de valeur résiduelle ;
- les pénalités à verser en cas d'exercice d'une option de résiliation ou de non-renouvellement du contrat, si la durée du

contrat a été déterminée en faisant l'hypothèse que le preneur l'exercerait.

Les taux d'actualisation sont calculés individuellement sur la durée in fine du contrat.

La dette de location est augmentée à hauteur des charges d'intérêts déterminées par application du taux d'actualisation à la dette, à l'ouverture de la période ; et diminuée du montant des paiements effectués.

	31/12/2023			31/12/2024		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Dettes de location	56 435	39 742	16 693	67 327	40 981	26 346
Autres emprunts et dettes assimilées	—	—	—	7 431	7 431	—
Instruments dérivés	155 157	76 000	79 157	215 799	84 000	131 799
TOTAL	211 592	115 742	95 850	290 557	132 412	158 145

Comme décrit dans la note 2.6 Cessions d'actifs, restructurations et éléments non récurrents de la période, Vallourec a comptabilisé une juste valeur négative de 132 millions d'euros liée au contrat de fourniture HKM. Cela a été comptabilisé en tant que dérivé, correspondant à la meilleure estimation de Vallourec de la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus liés à l'exécution de ce contrat jusqu'à son expiration à la fin de 2028.

Il comprend également la juste valeur des instruments dérivés de couverture, comme décrit dans la note 7.4.3 « Comptabilité de couverture ».

ÉCHÉANCIER

	< 1 an	> 2 ans	> 3 ans	> 4 ans	> 5 ans	Total
Dettes de location	20 719	9 474	4 110	2 568	4 113	40 981

7.3 Autres actifs financiers

	31/12/2023			31/12/2024		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Prêts	2 877	2 823	54	1 897	1 666	231
Dépôts de garantie	66 218	54 018	12 200	40 137	32 875	7 262
Instruments dérivés	46 660	—	46 660	56 965	20 931	36 034
Investissements dans les filiales et autres	17 434	17 355	79	15 183	15 183	—
TOTAL	133 189	74 196	58 993	114 182	70 655	43 527

7.4 Instruments financiers

7.4.1 MODÈLE DE COMPTABILISATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Les actifs financiers comprennent :

- des actifs financiers non courants : autres titres de participation et créances rattachées, des prêts de participation à l'effort construction, des cautions ;
- des actifs financiers courants incluant les créances clients et les autres créances d'exploitation, des instruments financiers dérivés court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement).

Évaluation initiale

L'évaluation initiale des actifs financiers non dérivés s'effectue à leur juste valeur à la date de la transaction majorée des coûts de transaction excepté pour la catégorie d'actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat.

Dans la plupart des cas, la juste valeur à la date de la transaction est le coût historique (soit le coût d'acquisition de l'actif).

Classification et évaluation lors des arrêts comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés selon IFRS 9 dans l'une des trois catégories ci-après :

- actifs financiers au coût amorti ;
- actifs financiers mesurés à leur juste valeur en autres éléments du résultat global ;
- actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat.

La classification est déterminée en fonction des deux paramètres suivants :

- le modèle économique suivi par le Groupe pour la gestion de l'actif financier ;
- des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Actifs financiers au coût amorti

Ils correspondent aux actifs financiers qui remplissent les deux conditions suivantes :

- le modèle économique de l'actif financier est de percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.
- Dans le Groupe, cette catégorie regroupe :
 - les créances rattachées, les prêts long terme et les prêts de participation à l'effort de construction ;
 - les créances clients et autres créances d'exploitation.
- Le coût amorti des créances à court terme telles les créances clients équivaut le plus souvent à leur coût historique.
- Les prêts aux salariés sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliqué aux flux de trésorerie attendus jusqu'à la date d'échéance des prêts.

Actifs financiers mesurés à leur juste valeur en autres éléments du résultat global

Il s'agit des actifs financiers suivants :

1. Les instruments donnant lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêt sur le capital restant dû (instruments SPP) et dont la détention s'inscrit dans un modèle économique mixte de collecte et de vente.

Cette rubrique reprend essentiellement des titres obligataires et des placements financiers à terme.

Lorsque l'actif financier est décomptabilisé, le gain ou la perte cumulée qui était précédemment comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé des capitaux propres en compte de résultat.

Les intérêts calculés selon la méthode du coût amorti et les dépréciations sont enregistrés en résultat.

2. Les titres de capitaux propres, sur option à la juste valeur par les autres éléments du résultat global.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres et sont non recyclables. Les intérêts calculés selon la méthode du coût amorti et les dépréciations sont enregistrés en résultat.

Dans le groupe Vallourec, on retrouve notamment dans cette catégorie les placements en titres de capitaux propres. Il s'agit généralement :

- de titres non cotés dont la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable. Ils sont enregistrés à leur coût et font l'objet de tests de dépréciation lors des arrêts des comptes consolidés ;
- de titres cotés évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Cette juste valeur est déterminée sur la base du cours de bourse à la date de clôture.

Actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat

Cette catégorie d'actifs comprend les actifs financiers qui ne sont pas évalués au coût amorti ou mesurés à leur juste valeur en autres éléments du résultat global.

Il s'agit principalement de certains actifs de trésorerie (valeurs mobilières de placement, disponibilités...) et des instruments dérivés actifs non expressément désignés comme des instruments de couverture (dépôts de garantie et cautions).

Ces actifs de trésorerie sont évalués à leur juste valeur à la clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier. Par conséquent, elles ne sont pas soumises à un test de dépréciation. Les justes valeurs sont déterminées principalement par référence aux cotations du marché.

Modèle d'évaluation des pertes des actifs financiers

Dès la comptabilisation initiale, les actifs évalués au coût amorti et les actifs mesurés à leur juste valeur en autres éléments du résultat global (instruments de dettes) sont dépréciés en fonction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'actif. À chaque date de clôture, il convient d'apprécier si le risque de crédit associé à un instrument financier a augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale. L'entité doit fonder son appréciation sur la variation du risque de crédit sur la durée de vie prévue de l'instrument financier.

Vallourec utilise plusieurs critères pour déterminer si le risque de crédit a augmenté : rating de la contrepartie, évaluation du niveau de risque.

Les montants inscrits au bilan sont détaillés en fonction des modalités de valorisation retenues pour chaque instrument financier.

31/12/2024	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autres éléments du résultat global	Juste valeur des instruments de couverture	Total	Juste valeur
ACTIFS						
Créance clients et comptes rattachés	669 019	—	—	—	669 019	669 019
Autres actifs financiers courants et non courants	41 870	—	15 347	56 965	114 182	114 182
Autres actifs courants et non courants	305 004	—	—	—	305 004	305 004
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	1 103 276	—	—	1 103 276	1 103 276
Total actifs financiers	1 015 893	1 103 276	15 347	56 965	2 191 481	2 191 481
Total actifs non financiers	—	—	—	—	3 339 554	3 339 554
TOTAL ACTIFS	—	—	—	—	5 531 035	5 531 035
PASSIFS						
Dettes financières	1 102 927	—	—	—	1 102 927	1 139 747
Fournisseurs	795 045	—	—	—	795 045	795 045
Autres passifs financiers courants et non courants	74 758	132 000	—	83 799	290 557	290 557
Autres passifs courants et non courants	352 528	—	—	—	352 528	352 531
Total passifs financiers	2 325 258	132 000	—	83 799	2 541 057	2 577 881
Total passifs non financiers	—	—	—	—	2 989 978	2 989 975
TOTAL PASSIFS	—	—	—	—	5 531 035	5 567 856

31/12/2023	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autres éléments du résultat global	Juste valeur des instruments de couverture	Total	Juste valeur
ACTIFS						
Créance clients et comptes rattachés	739 988	—	—	—	739 988	739 988
Autres actifs financiers courants et non courants	68 996	—	17 533	46 660	133 189	133 189
Autres actifs courants et non courants	324 861	—	—	—	324 861	324 861
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	899 948	—	—	899 948	899 948
Total actifs financiers	1 133 845	899 948	17 533	46 660	2 097 986	2 097 986
Total actifs non financiers	—	—	—	—	3 615 266	3 615 266
TOTAL ACTIFS	—	—	—	—	5 713 252	5 713 252
PASSIFS						
Dettes financières	1 470 328	—	—	—	1 470 328	1 401 104
Fournisseurs	762 508	—	—	—	762 508	762 508
Autres passifs financiers courants et non courants	56 435	127 000	—	28 157	211 592	211 592
Autres passifs courants et non courants	409 517	—	—	—	409 517	409 517
Total passifs financiers	2 698 788	127 000	—	28 157	2 853 945	2 784 721
Total passifs non financiers	—	—	—	—	2 859 307	2 859 307
TOTAL PASSIFS	—	—	—	—	5 713 252	5 644 028

7.4.2 NIVEAU DE JUSTE VALEUR

Les instruments financiers mesurés à leur juste valeur sont classés par catégorie en fonction de la méthode de valorisation. La juste valeur est déterminée :

- niveau 1 : en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- niveau 2 : à partir de méthodes et de données observables et faisant référence sur les marchés financiers (courbe de taux, cours à terme, etc.) ;
- niveau 3 : à partir d'un modèle interne avec paramètres non observables.

	31/12/2023			31/12/2024		
	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau
ACTIFS						
Autres actifs financiers courants et non courants (Autres placements en titres de capitaux propres)	17 533	17 533	2	15 347	15 347	2
Autres actifs financiers courants et non courants (Instruments dérivés)	46 660	46 660	2	56 965	56 965	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	899 948	899 948	1	1 103 276	1 103 276	1
PASSIFS						
Autres passifs financiers courants et non courants (Instruments dérivés)	127 000	127 000	3	132 000	132 000	3
Autres passifs financiers courants et non courants (Instruments dérivés)	28 157	28 157	2	83 799	83 799	2

Les autres passifs financiers courants et non courants (instruments dérivés) classés en niveau 3 correspondent à la juste valeur du dérivé lié au contrat HKM pour un montant de 132 millions d'euros au 31 décembre 2024. Ce montant correspond à la meilleure estimation de Vallourec de la juste valeur actuelle des flux de trésorerie attendus résultant de l'exécution de ce contrat sur la période résiduelle jusqu'à la fin de 2028. La juste valeur estimée de ces pertes attendues est régulièrement révisée jusqu'à la fin effective de l'accord de fourniture, afin de prendre en compte les conditions de marché prévalant à ce moment-là, ainsi que les évolutions du modèle commercial de trading. Conformément à la norme IFRS 9, cet accord de fourniture a donc été traité comme un dérivé dans les états financiers de Vallourec (voir notes 4.2 and 7.4).

7.4.3 COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

L'évaluation et la comptabilisation des instruments financiers sont régies par la norme IFRS 9.

Exposition du Groupe aux risques de change sur les transactions commerciales

En dehors de la couverture de certains passifs financiers, le Groupe est essentiellement engagé dans des contrats de couverture en vue de contrôler son exposition aux risques de change induits par les prises de commandes et ventes réalisées par certaines filiales dans d'autres monnaies que leur monnaie de fonctionnement. Notamment, une part significative du chiffre d'affaires de Vallourec est facturée par les sociétés européennes en dollars US. Les fluctuations de change entre l'euro et le dollar peuvent modifier à ce titre la marge opérationnelle du Groupe.

Le Groupe gère son exposition au risque de change en mettant en place des couvertures sur la base de prévisions de prises de commandes des clients régulièrement mises à jour. Les créances et produits d'exploitation qui seront générés par les commandes sont de ce fait couverts par des instruments financiers qui sont principalement des ventes à terme de devises.

Dans une moindre mesure, le Groupe peut être amené à conclure des achats à terme de devises pour couvrir des engagements d'achats en devises.

Évaluation et présentation des instruments dérivés

Les variations de valeurs des instruments dérivés par rapport à leur date de mise en place sont évaluées à chaque clôture.

La juste valeur des contrats à terme en devises est calculée à partir des conditions et données du marché. Couvrant des opérations commerciales, ces dérivés sont présentés au bilan dans les actifs et passifs courants.

Comptabilisation des opérations de couverture

Les opérations de couverture sur les opérations commerciales entrent dans la catégorie des couvertures de flux de trésorerie.

Le Groupe applique la comptabilité de couverture dans le respect des critères d'IFRS 9 :

- documentation de la relation de couverture : nature du sous-jacent couvert, durée de la couverture, instrument de couverture utilisé, taux spot de la couverture, points de terme ;
- réalisation du test d'efficacité à la mise en place de l'instrument dérivé et actualisation du test au minimum à chaque fin de trimestre, pour les couvertures de flux de trésorerie.

La comptabilisation des opérations de couverture au sein du Groupe est la suivante :

- à la clôture, la variation de l'instrument de couverture par rapport à sa date de mise en place est évaluée à sa juste valeur et comptabilisée au bilan dans des comptes d'instruments dérivés actif ou passif ;
- la variation de l'effet change de l'instrument de couverture (différence entre le cours spot à la date de mise en place de la couverture) le cours spot à la date de valorisation, c'est-à-dire à la clôture.

Si la couverture est efficace et tant que le chiffre d'affaires (ou l'achat) couvert n'est pas comptabilisé, les variations de l'effet change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, conformément aux principes de comptabilisation des couvertures de flux de trésorerie futurs (« cash flow hedge »).

Si l'instrument de couverture n'est pas efficace (cas rare compte tenu des procédures mises en place par le Groupe), la variation de l'effet change de l'instrument dérivé est enregistrée dans le résultat financier.

La variation de l'effet taux (report/déport)

Le Groupe a choisi de comptabiliser cette variation en résultat financier, cette composante n'étant pas intégrée dans la relation de couverture.

Le chiffre d'affaires (l'achat), correspondant aux prévisions (ordres d'achat) couvertes, est enregistré au cours spot de la date de la mise en place du contrat de couverture. La créance client (la dette fournisseur) est enregistrée initialement à ce même cours spot.

À chaque arrêté, les créances clients et dettes fournisseurs en devises couvertes sont évaluées et comptabilisées au cours de la devise à la date de clôture. La différence par rapport au cours d'enregistrement initial (cours spot à la date de mise en place de la couverture) ou au cours de la dernière clôture constitue un écart de change (perte ou gain) comptabilisé dans le résultat financier de la période.

À partir du moment où l'élément couvert (la créance ou la dette en devise) est enregistré au bilan, la variation de l'effet change de l'instrument de couverture précédemment constatée dans les capitaux propres est enregistrée en résultat financier. Cette variation de juste valeur entre les autres éléments du résultat global et le résultat financier et la réévaluation de l'élément couvert (la créance ou la dette en devise) ont un impact symétrique.

Au cours de l'exercice 2024, le Groupe n'a procédé à aucun changement significatif de classification d'instruments financiers et n'a constaté aucun transfert significatif entre différents niveaux de juste valeur.

En avril 2024, Vallourec a mis en place un cross-currency swap sur quatre ans pour couvrir son exposition au risque de change lié à ses obligations senior de 820 millions de dollars US assorties d'un coupon équivalent euro d'environ 5,8 %.

Les instruments de couverture passent d'une position nette active de 26,8 millions d'euros au 31 décembre 2024 à une position nette passive de 18,5 millions d'euros au 31 décembre 2023.

La variation de l'euro face au dollar américain au cours de l'exercice 2024 explique l'essentiel des -23,0 millions d'euros de variation de l'effet change des couvertures affectées aux prévisions de ventes et d'achats en devise.

Les instruments financiers à caractère spéculatif restent exceptionnels et s'expliquent par la non-efficacité d'une relation de couverture au regard de la norme IFRS 9. Leurs variations de valeur n'impactent pas le résultat de change de manière significative.

	Qualification comptable	Réserve OCI ^(a)	31/12/2024	31/12/2023
Instruments de couverture de change sur opérations commerciales	Cash flow hedge	(23 004)	(18 970)	4 034
Instruments de couverture de change sur opérations commerciales	Fair value hedge	(139)	(11 128)	6 990
Instruments de couverture de change sur opérations financières	Cash flow hedge	(8 200)	(8 200)	
Instruments de couverture de change sur opérations financières	Fair value hedge	—	11 340	7 357
Instruments de couverture mis en place dans le cadre de l'actionnariat salarié	Fair value hedge	2	126	122
Sous-total Instruments dérivés		(31 341)	(26 833)	18 503
<i>dont instruments dérivés - actifs -</i>		—	56 965	46 660
<i>dont instruments dérivés - passifs -</i>		—	(83 799)	(28 157)
Créances (dettes) utilisées pour la couverture d'opérations commerciales	Cash flow hedge	(33 253)	(31 012)	2 240
Créances (dettes) utilisées pour la couverture d'opérations commerciales	Fair value hedge	—	(20 259)	126 950
TOTAL		(64 594)	(78 105)	147 693

(a) Présentation compensée sur ce tableau : + = position active, () = position passive.

La variation de juste valeur des instruments financiers de couverture du risque de change qui impactait les capitaux propres au 31 décembre 2023 était de 4,0 millions d'euros. Au cours de l'exercice 2024, environ 116% de la variation de juste valeur négative attachée au carnet de commandes et aux offres commerciales fin 2023 a été transférée des capitaux propres vers le résultat, sur le poste perte ou profit de change du Groupe. Ce

montant matérialise l'impact des variations de valeur des couvertures de change sur le carnet de commandes et les offres commerciales au 31 décembre 2023 qui ont été soit totalement ou partiellement dénouées, soit transformées en créances au cours de l'exercice 2024.

Cet impact correspond aux couvertures de créances en dollar US.

	Qualification comptable	Réserve OCI ^(a)	31/12/2023	31/12/2022
Instruments de couverture de change sur opérations commerciales	Cash flow hedge	5 487	4 034	(1 454)
Instruments de couverture de change sur opérations commerciales	Fair value hedge	302	6 990	(2 250)
Instruments de couverture de change sur opérations financières	Fair value hedge	—	7 357	1 573
Instruments de couverture mis en place dans le cadre de l'actionnariat salarié	Fair value hedge	(5)	122	342
Sous-total Instruments dérivés		5 784	18 503	(1 789)
<i>dont instruments dérivés - actifs</i>		—	46 660	33 731
<i>dont instruments dérivés - passifs</i>		—	(28 157)	(35 522)
Créances (dettes) utilisées pour la couverture d'opérations commerciales	Cash flow hedge	6 630	2 240	(4 390)
Créances (dettes) utilisées pour la couverture d'opérations commerciales	Fair value hedge	—	126 950	(785)
TOTAL		12 414	147 693	(6 964)

(a) Présentation compensée sur ce tableau : + = position active, () = position passive.

La variation de juste valeur des instruments financiers de couverture du risque de change qui impactait les OCI au 31 décembre 2022 était de -1,6 million d'euros. Au cours de l'exercice 2023, environ -374% de la variation de juste valeur négative attachée au carnet de commandes et aux offres commerciales fin 2021 a été transférée de la réserve des autres

éléments du résultat global vers le résultat, sur le poste perte ou profit de change du Groupe. Ce montant matérialise l'impact des variations de valeur des couvertures de change sur le carnet de commandes et les offres commerciales au 31 décembre 2022 qui ont été soit totalement ou partiellement dénouées, soit transformées en créances au cours de l'exercice 2023.

7.4.4 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les risques de marché sont composés des risques de taux, de change (conversion et transaction), de liquidité, de crédit et du risque actions.

Risque de conversion

Les actifs, passifs, produits et charges des filiales sont exprimés en différentes devises. Les comptes du Groupe sont présentés en euros. Les actifs, passifs, produits et charges libellés dans des monnaies autres que l'euro doivent être convertis en euros au taux applicable afin d'être intégrés dans ces comptes.

Si l'euro s'apprécie (ou se déprécie) par rapport à une autre devise, la valeur en euros des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges initialement comptabilisés dans cette autre devise diminuera (ou augmentera). Ainsi, les variations de valeur de l'euro peuvent avoir un impact sur la valeur en euros des éléments d'actif et de passif, les produits et les charges non libellés en euros, même si la valeur de ces éléments n'a pas changé dans leur monnaie d'origine.

Risque de liquidité

Les ressources financières du Groupe se répartissent entre des financements bancaires et des financements de marchés.

La majeure partie du financement bancaire a été mis en place en Europe, sur Vallourec S.A. et pour une moindre mesure sur des filiales au Brésil et aux États-Unis.

Obligations senior portant intérêt au taux de 7,5 % par an pour un total de 820 millions de dollars

Les obligations senior sur huit ans portant intérêt au taux de 7,5 % par an émises par Vallourec S.A., qui représentent un montant total de 820 millions de dollars, sont soumises à une période de « non-call » de trois ans. Elles sont garanties par les mêmes filiales qui garantissent la ligne de crédit renouvelable (RCF). Les obligations sont soumises à des clauses restrictives spécifiques, notamment en ce qui concerne les privilèges, les fusions, la consolidation ou la vente d'actifs et les cessions-bail, avec certains seuils et exceptions.

Il comporte notamment une clause de changement de contrôle susceptible d'entraîner le remboursement anticipé obligatoire d'obligations à la demande de chaque porteur d'obligations en cas de changement de contrôle de Vallourec (au profit d'une personne ou d'un groupe de personnes agissant de concert) emportant une dégradation de la notation financière de celle-ci. Il est aussi prévu que la dette devienne immédiatement exigible si le Groupe venait à faire défaut sur le remboursement d'une de ses dettes financières (« cross default »), ou s'il advenait un événement significatif emportant des conséquences sur l'activité ou la condition financière du Groupe et sa capacité à rembourser sa dette.

Ligne de crédit renouvelable multidevises (RCF) de 550 millions d'euros

Le RCF de Vallourec S.A. est garanti à l'origine par ses filiales américaines ainsi que par Vallourec Soluções Tubulares do Brasil S.A. et Vallourec Tubos do Brasil Ltda. Par la suite, Vallourec doit s'assurer chaque année que le RCF est garanti par des filiales constituées en France, au Brésil et aux États-Unis qui (i) représentent au moins 80 % du total de ses actifs dans ces pays et (ii) dont le total des actifs a une valeur comptable représentant au moins 5 % du total de ses actifs.

Le RCF est également garanti par le nantissement d'actions couvrant certaines filiales, une sûreté sur des comptes bancaires importants et des prêts interentreprises significatifs consentis par Vallourec S.A., ainsi que des accords transverses de privilèges standard (crossing-lien) sur la ligne de crédit adossée à des actifs (ABL).

En 2024, le résultat net part du Groupe était généré pour une part significative par des filiales qui établissent des comptes en une devise autre que l'euro (principalement en dollars US et en réaux brésiliens). Une augmentation de 10 % des parités aurait eu un impact à la baisse sur le résultat net part du Groupe d'environ 35 millions d'euros.

Par ailleurs, la sensibilité du Groupe au risque de change long terme est reflétée par l'évolution historique des réserves de conversion imputées dans les capitaux propres (-850 millions d'euros au 31 décembre 2024) qui, au cours des derniers exercices, a été essentiellement liée à l'évolution du dollar US et du real brésilien.

Les réserves de conversion sont détaillées en note 6.1.

Il prévoit également le respect par Vallourec d'un ratio de dette nette consolidée sur fonds propres consolidés (« covenant bancaire ») à un niveau maximum de 100 %. Ce ratio est défini comme le rapport entre la dette nette consolidée du Groupe (y inclus la dette de location financement) et les capitaux propres du Groupe, retraité des gains et pertes sur produits dérivés et des écarts d'évaluation (gains et pertes sur les filiales consolidées en devises).

En outre, en cas de changement de contrôle, chaque prêteur est en droit d'exiger le remboursement de tout montant en souffrance et l'annulation de ses engagements dans un délai prescrit. Il est aussi prévu que la dette devienne immédiatement exigible si le Groupe venait à faire défaut sur le remboursement d'une de ses dettes financières (« cross default »), ou s'il advenait un événement significatif emportant des conséquences sur l'activité ou la condition financière du Groupe et sa capacité à rembourser sa dette.

Ligne de crédit adossée à des actifs (ABL) de 350 millions de dollars

Cette ligne de crédit ABL, dont le montant a été augmenté et l'échéance prolongée, bénéficie à hauteur de son utilisation d'une sûreté sur les stocks et les créances clients détenus par les sociétés emprunteuses. En outre, Vallourec S.A. apporte sa garantie de maison-mère au bénéfice des prêteurs.

Cette ligne de crédit comprend également une clause de changement de contrôle.

194 millions d'euros de prêts garantis par l'État ("PGE")

En 2021, Vallourec a mis en place des prêts garantis par l'état (PGE) pour un montant total nominal et tiré de 262 millions d'euros. L'échéance initiale des PGE était fixée au 30 juin 2022 mais contractuellement prorogable à l'initiative de Vallourec au 30 juin 2027. Vallourec a activé cette option d'extension et les PGE ont désormais une maturité au 30 juin 2027.

Cela comprend un changement de contrôle de Vallourec qui pourrait provoquer le remboursement de tout ou partie de la ligne de crédit et des PGE, sur décision de chacune des banques participantes. Il est aussi prévu que la dette devienne immédiatement exigible si le Groupe venait à faire défaut sur le remboursement d'une de ses dettes financières (« cross default »), ou s'il advenait un événement significatif emportant des conséquences sur l'activité ou la condition financière du Groupe et sa capacité à rembourser sa dette.

En avril 2024, dans le cadre de son refinancement, Vallourec a remboursé environ 68 millions d'euros de ce PGE. Par conséquent, au 31 décembre 2024, l'encours des prêts garantis par l'État s'élève à 194 millions d'euros.

Programme d'émission de billets de trésorerie plafonné à 1 milliard d'euros

Vallourec S.A. a mis en place le 12 octobre 2011 un programme de billets de trésorerie pour satisfaire ses besoins à court terme. Le plafond du programme est de 1 milliard d'euros.

Au 31 décembre 2024, Vallourec S.A. n'avait pas d'encours de billets de trésorerie. Ce programme de billets de trésorerie fait l'objet d'une notation court terme, B, par Standard & Poor's.

Analyse par échéance des emprunts et dettes financières

	2025	2026	2027	2028	À plus de 5 ans	Total
Obligation	59 197	59 197	59 197	59 197	978 552	1 215 341
Billets de trésorerie						
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 931	3 888	185 969	—	—	193 788
Autres emprunts et dettes assimilées	65 993	2 432	2 963	1 992	7 967	81 347
Concours bancaires courants	76 807					76 807
TOTAL	205 928	65 517	248 129	61 189	986 519	1 567 283

Risque de transaction

Le Groupe est soumis à des risques de change en raison de ses expositions commerciales liées à des opérations de ventes et d'achats conclues par certaines de ses filiales dans une monnaie autre que leur devise fonctionnelle.

La principale devise étrangère traitée est le dollar US (USD) : une part significative des opérations du Groupe (environ 33 % de son chiffre d'affaires en 2024) est facturée en dollar US par des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar US.

Les fluctuations de change entre l'euro, le réal brésilien (BRL) et le dollar US peuvent donc modifier la marge opérationnelle du Groupe. Leur impact est cependant très difficilement quantifiable pour deux raisons :

1. il existe un phénomène d'ajustement sur les prix de vente libellés en dollar US, qui dépend des conditions de marché dans les différents secteurs d'activité où opère Vallourec ;
2. certaines ventes et certains achats, même s'ils sont libellés en euros ou en réal brésilien, sont influencés par le niveau du dollar US. Ils sont donc impactés indirectement et à une échéance plus ou moins lointaine par l'évolution de la devise américaine.

Le Groupe gère activement son exposition au risque de change afin de réduire la sensibilité du résultat à des variations de cours, en mettant en place des couvertures dès la commande et parfois dès l'offre commerciale.

Les commandes, puis les créances, les dettes et les flux d'exploitation sont ainsi couverts avec des instruments financiers qui sont principalement des ventes et des achats à terme.

Des annulations de commandes pourraient donc provoquer des annulations de couvertures en place, avec pour conséquence une comptabilisation des gains ou pertes attachés à ces couvertures annulées dans le compte de résultat consolidé.

Nous estimons que l'impact d'une hausse ou d'une baisse de 10 % des devises traitées sur l'ensemble des couvertures mises en place par le Groupe provoquerait une diminution ou une augmentation de 68,5 millions d'euros de l'effet change comptabilisée dans les fonds propres consolidés au 31 décembre 2024. L'essentiel de ces montants proviendrait des évolutions du dollar US contre l'euro.

Pour être éligible à la comptabilité de couverture au sens de la norme IFRS 9, le groupe Vallourec a développé des systèmes de gestion de trésorerie et de facturation afin de permettre la traçabilité tout au long de la durée de vie des instruments de couverture au regard des transactions couvertes.

Au 31 décembre 2024, les contrats à terme fermes en cours qui permettent de couvrir les transactions sur achats et ventes en devises portent sur les montants suivants :

Contrats de couverture d'opérations réalisées sur transactions commerciales - Risque de change	31/12/2023	31/12/2024
Contrat de change à terme : ventes à terme	1 535 526	1 007 819
Contrat de change à terme : achats à terme	135 518	100 908
TOTAL	1 671 044	1 108 727

Échéances des contrats au 31 décembre 2024

Contrats sur transactions commerciales	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Contrat de change à terme : ventes à terme	1 007 819	974 606	33 213	0
Contrat de change à terme : achats à terme	100 908	100 908	0	0
TOTAL	1 108 727	1 075 514	33 213	0

En 2024 les ventes à terme (669 millions d'euros sur les 1 008 millions d'euros) correspondent principalement à des ventes de dollars US. Ces dernières ont été réalisées à un cours moyen à terme EUR/USD de 1,1 CNY/USD de 7,07 et USD/BRL de 5,57.

Les couvertures ont généralement été réalisées, en 2024, comme en 2023, sur une durée moyenne d'environ 10 mois et couvraient principalement les transactions futures hautement probables et les créances en devises.

En complément des couvertures des opérations commerciales, le groupe Vallourec a mis en place des contrats de couverture des prêts et créances financières libellés en devises étrangères :

- des achats à terme pour 969,9 millions de dollars US (925,3 millions d'euros) ;
- des ventes à terme pour 20,9 millions de livres sterling (25,1 millions d'euros) ;
- des achats à terme pour 1 456 millions de yuan chinois (191,2 millions d'euros) ;
- des achats à terme pour 347,2 millions de pesos mexicains (16,1 millions d'euros) ;

- des ventes à terme pour 0,3 million de dollars canadiens (0,2 million d'euros) ;
- des ventes à terme pour 541,6 millions de réaux brésiliens (82,1 millions d'euros).

Ces instruments sont destinés à couvrir soit l'endettement libellé en de dollars US, soit les prêts en devises étrangères mis en place par la holding de financement Vallourec Tubes dans la devise des filiales qui en bénéficient. Les échéances des achats et ventes à terme s'échelonnent en 2024 en fonction des échéances des prêts et dettes couverts.

Vallourec a mis en place un cross-currency swap sur quatre ans pour couvrir son exposition au risque de change lié à ses obligations senior de 820 millions de dollars US assorties d'un coupon équivalent euro d'environ 5,8 %.

En dehors des emprunts et dettes financières libellés en devises, le groupe Vallourec ne couvre pas ses autres actifs et passifs financiers du bilan consolidé en devises (risques de conversion).

Risques de taux d'intérêt

La gestion du financement long terme et moyen terme de la zone euro est regroupée autour de la société Vallourec S.A.

La répartition de la dette entre taux fixe et taux variable est présentée en note 7.1.4.

Le montant des emprunts à taux fixe à l'origine s'analyse principalement par l'emprunt obligataire émis par Vallourec S.A. décrit en note 7.1 et des prêts garantis par l'État (PGE) émis par Vallourec S.A.

L'endettement contracté à un taux supérieur à 6 % provient de l'emprunt obligataire de X millions d'euros.

L'endettement à taux fixe à l'origine à un taux inférieur à 3 % concerne les prêts garantis par l'État de 262 millions d'euros. Au 31 décembre 2024, l'encours des prêts garantis par l'État s'élève à 194,4 millions d'euros.

La dette financière exposée à une variation des taux d'intérêt à taux variable se situe à 78 millions d'euros (environ 7% de la dette brute totale) au 31 décembre 2024.

Risques de crédit

Le groupe Vallourec est soumis au risque de crédit au titre de ses actifs financiers non dépréciés dont le non-recouvrement pourrait impacter les résultats et la situation financière de la Société.

Le Groupe a principalement identifié quatre types de créances répondant à ces caractéristiques :

- les prêts 1 % construction octroyés aux salariés du Groupe ;
- les dépôts de garantie versés dans le cadre de contentieux fiscaux et les créances fiscales sur le Brésil ;
- les créances clients et comptes rattachés ;
- les dérivés qui ont une juste valeur positive.

1. Concernant les prêts 1 % construction octroyés aux salariés du Groupe, ils ne présentent pas de risque de crédit dans la mesure où l'intégralité du prêt est dépréciée dès lors qu'un retard dans le recouvrement des sommes à recevoir est constaté. Il est rappelé que ces prêts sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliqué aux flux de trésorerie attendus jusqu'à la date d'échéance de ces prêts (le taux d'intérêt des contrats pouvant être inférieur).

2. Concernant les dépôts de garantie et les créances fiscales sur le Brésil, il n'existe pas de risque particulier sur ces créances puisqu'en cas de dénouement défavorable de ces contentieux, le risque est déjà appréhendé, ces créances faisant l'objet d'une provision, et les fonds ayant déjà été versés pour tout ou partie.

3. Concernant les dérivés qui ont une juste valeur positive, le Groupe ne traite qu'avec des contreparties de premier rang. Le risque de crédit est considéré comme non significatif.

4. Concernant les créances clients et les comptes rattachés, la politique du Groupe en matière de dépréciation des créances clients est de constater une provision pour dépréciation dès lors que des indices de perte de valeur ont été identifiés. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus compte tenu de la situation de la contrepartie.

Au 31 décembre 2024, le Groupe considère qu'il n'y a pas lieu de présumer de risque sur ses créances non dépréciées et échues depuis moins de 90 jours. Le montant total des créances clients échues depuis plus de 90 jours et non dépréciées s'élève à

126 millions d'euros au 31 décembre 2024, soit 19 % des créances clients nettes totales du Groupe.

Le groupe Vallourec considère que le risque est limité compte tenu des procédures existantes en matière de gestion du risque client avec :

- l'utilisation d'assurances crédit et le recours à des crédits documentaires ;
- l'ancienneté des relations commerciales avec de grands clients du Groupe ;

- la politique de recouvrement commercial.

Le groupe Vallourec reste soumis aux risques pays qui pourraient conditionner le règlement de certaines de ses créances.

Par ailleurs, les créances clients non échues au 31 décembre 2024 s'élevaient à 523 millions d'euros, soit 78 % du total des créances clients nettes.

Les échéances de ces créances clients sont les suivantes (en milliers d'euros) :

Au 31 décembre 2024	0 à 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	90 à 180 jours	> à 180 jours	Total
Brut	425 277	90 924	31 380	15 719	110 370	673 670
Dépréciation	(3 868)	0	(9 539)	0	(19 686)	(33 093)
Total créances clients nettes	421 409	90 924	21 841	15 719	90 684	640 577
Avances et acomptes fournisseurs						30 248
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS						670 825

Risques actions

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les produits de cession de ces titres sont imputés directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les plus ou moins values n'affectent pas le résultat consolidé.

Les actions propres détenues par le groupe Vallourec au 31 décembre 2024 comprennent les actions affectées à des opérations d'attribution en faveur de certains membres du personnel, dirigeants ou mandataires sociaux du Groupe.

Vallourec ne détient aucune action propre au 31 décembre 2024.

À sa connaissance, le Groupe n'était pas, au 31 décembre 2024, autrement exposé au risque d'actions.

Note 8 • Engagements envers le personnel

En vertu d'obligations légales ou d'usages, le Groupe participe à des régimes de retraite complémentaires ou autres avantages long terme au profit des salariés. Le Groupe offre ces avantages à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre de régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes. Les contributions versées aux régimes sont enregistrées en charges de la période. Le cas échéant, les contributions restant à acquitter au titre de l'exercice sont provisionnées.

Les engagements de retraite et assimilés résultant de régimes à prestations définies font l'objet d'une provision pour avantages du personnel évaluée sur la base d'un calcul actuariel réalisé au moins une fois par an par des actuaires indépendants. La méthode des unités de crédits projetées est appliquée : chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation envers les salariés.

Les calculs intègrent les spécificités des différents régimes ainsi que les hypothèses de date de départ à la retraite, d'évolution de carrière et d'augmentation des salaires, la probabilité du salarié d'être encore présent dans le Groupe à l'âge de la retraite (taux de rotation du personnel, tables de mortalité...). L'obligation est actualisée sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Les principaux engagements de retraite et assimilés concernent les filiales françaises du Groupe ainsi que celles implantées en Allemagne, au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Brésil. Les autres engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision sont :

- pour les filiales françaises et étrangères, le versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail ;
- pour certaines filiales implantées aux États-Unis et au Brésil, la couverture des frais médicaux. L'obligation est présentée au bilan, nette, le cas échéant, des actifs de régime évalués à leur juste valeur.

	Allemagne		France		Royaume-Uni		Autres		Total	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Retraite	202 798	197 462	13 119	14 313	69 065	61 708	85 728	72 736	370 710	346 219
Engagements de préretraite	12 308	5 386	—	—	—	—	—	—	12 308	5 386
Médailles du travail et avantages médicaux	2 767	1 775	764	934	—	—	3 651	3 149	7 182	5 858
Valeur actualisée de l'obligation	217 873	204 623	13 883	15 247	69 065	61 708	89 379	75 885	390 200	357 463
Juste valeur des actifs du régime	(153 738)	(152 661)	(81)	(108)	(86 313)	(80 144)	(48 029)	(49 980)	(288 161)	(282 893)
Reclassement	—	—	30	49	—	—	—	11	30	60
PROVISION	64 135	51 962	13 832	15 188	(17 248)	(18 436)	41 350	25 916	102 069	74 630

Évolution de l'obligation	Allemagne		France		Royaume-Uni		Autres		Total	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Au 1^{er} janvier	221 761	217 873	14 835	13 883	66 057	69 065	85 615	89 379	388 268	390 200
Coût des services rendus	2 079	918	768	824	453	615	2 454	2 706	5 754	5 063
Charges d'intérêt sur l'obligation	7 575	6 486	494	430	3 157	3 102	5 401	5 317	16 627	15 335
Cotisations du personnel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Réévaluations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustements liés à l'expérience	3 453	1 839	(314)	572	3 325	(2 860)	(179)	(775)	6 285	(1 224)
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	—	—	—	—	(1 799)	523	(504)	(676)	(2 303)	(153)
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	8 247	(1 621)	600	(169)	937	(6 989)	2 719	(5 042)	12 503	(13 821)
Acquisitions / cessions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Versement des prestations	(25 445)	(20 989)	(2 018)	(357)	(4 431)	(4 853)	(5 334)	(6 995)	(37 228)	(33 194)
Modification du régime	—	—	(12)	162	—	—	(194)	(8 212)	(206)	(8 050)
Écart de change	—	—	—	—	1 356	3 105	(702)	632	654	3 737
Autres ^(a)	203	117	(470)	(97)	10	—	103	(449)	(154)	(429)
Au 31 décembre	217 873	204 623	13 883	15 248	69 065	61 708	89 379	75 885	390 200	357 464

(a) Comprend essentiellement les restructurations en Allemagne (augmentation du régime des préretraites).

Les variations de l'actif liées à ces avantages sont les suivantes :

	Allemagne		France		Royaume-Uni		Autres		Total	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Valeur de l'actif	147 605	153 738	1 858	81	87 554	86 312	46 642	48 029	283 659	288 161
Rendement constaté des actifs	14 714	5 923	36	26	952	(5 716)	5 209	3 048	20 911	3 281
Cotisations	—	—	—	—	446	458	277	1 042	723	1 500
Prestations payées	(8 581)	(7 000)	(1 813)	—	(4 431)	(4 853)	(2 576)	(4 838)	(17 401)	(16 691)
Acquisitions, cessions, liquidations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Écart de change	—	—	—	1	1 791	3 943	(1 523)	2 699	269	6 643
VALEUR DE L'ACTIF	153 738	152 661	81	108	86 312	80 144	48 029	49 980	288 161	282 894

CHARGE DE L'EXERCICE

	Allemagne		France		Royaume-Uni		Autres		Total	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Coût des services rendus	2 079	918	768	824	453	615	2 454	2 706	5 754	5 063
Charges d'intérêt sur l'obligation	7 575	6 486	494	430	3 157	3 102	5 401	5 317	16 627	15 335
Rendement à long terme des actifs du régime	(5 388)	(4 843)	(68)	(3)	(4 203)	(3 896)	(2 319)	(2 375)	(11 978)	(11 117)
Pertes (+)/Gains (-) actuariels nets de l'exercice	876	4	11	1	—	—	5	(538)	892	(533)
Coût des services passés	—	—	(12)	162	—	—	(194)	(8 212)	(206)	(8 050)
Gains/(Pertes) de réduction ou liquidation	203	117	(465)	(102)	—	—	(68)	(239)	(330)	(224)
CHARGE NETTE COMPTABILISÉE	5 345	2 682	728	1 312	(593)	(179)	5 279	(3 341)	10 759	474
RENDEMENT CONSTATÉ DES ACTIFS	14 714	5 923	36	26	952	(5 716)	5 209	3 048	20 911	3 281

Les mouvements au cours de l'exercice du passif net comptabilisé au bilan sont les suivants :

	Allemagne		France		Royaume-Uni		Autres		Total	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Provision / (Actif) à l'ouverture	74 154	64 135	12 977	13 832	(21 397)	(17 248)	38 974	41 350	104 708	102 069
Charge totale de l'exercice	5 345	2 683	728	1 312	(593)	(178)	5 279	(3 341)	10 759	476
Montants reconnus en OCI - Réévaluation	1 499	(867)	305	377	5 623	286	(958)	(6 554)	6 469	(6 758)
Prestations ou contributions aux fonds	(16 863)	(13 989)	(206)	(357)	(446)	(458)	(3 035)	(3 199)	(20 550)	(18 003)
Reclassement en actifs/passifs destinés à être cédés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Écart de change	—	—	—	—	(435)	(838)	821	(2 340)	385	(3 178)
Variation de périmètre et autres	—	—	28	24	—	—	269	—	297	24
PROVISION / (ACTIF) À LA CLÔTURE	64 135	51 962	13 832	15 188	(17 248)	(18 436)	41 350	25 916	102 069	74 630

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des obligations des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, compte tenu de la durée des régimes, sont les suivantes :

Principales hypothèses actuarielles	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres
AU 31/12/2023				
Taux d'actualisation	3,15 %	3,15 %	4,50 %	de 4,56 % à 9,35 %
Rendement calculé des actifs du régime	3,15 %	3,15 %	4,50 %	de 0 % à 9,42 %
Augmentation des salaires	de 1,25 % à 2 %	2,50%	N/A	de 5 % à 7,5 %
AU 31/12/2024				
Taux d'actualisation	3 %	3 %	6 %	de 4,77 % à 11,93 %
Rendement calculé des actifs du régime	3 %	3 %	6 %	de 4,77 % à 11,93 %
Taux d'augmentation des salaires	de 1,25 % à 2 %	3 %	N/A	de 5 % à 7,5 %

Les engagements sont évalués par des actuaires indépendants du Groupe. Les hypothèses retenues tiennent compte des spécificités des régimes et des sociétés concernées.

Les écarts d'expérience générés courant 2024 représentent pour le Groupe des pertes de 1,2 million d'euros (6,2 millions d'euros de pertes en 2023).

Le Groupe prévoit de verser en 2025 un montant de 29,5 millions d'euros de prestations au titre des régimes à prestations définies dont 17,1 millions d'euros en Allemagne, 4,4 millions d'euros au Royaume-Uni, 0,9 million d'euros en France et 0,7 million d'euros au Brésil.

Les régimes qui sont totalement ou partiellement externalisés représentent un engagement total de 316 millions d'euros au 31 décembre 2024 pour des actifs de 283 millions d'euros.

Pour la zone euro, le taux d'actualisation repose sur l'indice iBoxx, obligations d'entreprises notées AA pour une maturité supérieure à 10 ans, estimé à la date de l'évaluation des engagements. Cet indice reprend un panier d'obligations composé de valeur financières et non financières. Les taux n'ont pas été retraités pour tenir compte d'un risque crédit spécifique non intégré dans les paniers d'obligation choisis.

En 2024, une augmentation générale des taux d'actualisation a entraîné une diminution globale des engagements générant des gains actuariels sur l'exercice pour 13,8 millions d'euros.

France

Les engagements en France correspondent aux indemnités de fin de carrière, régime de retraite supplémentaire et à des régimes de type médailles du travail.

Au 31 décembre 2024 un test de sensibilité au taux d'actualisation a été effectué : une augmentation de ce taux de 1 % entraînerait une baisse d'environ 1,5 million d'euros de ces engagements.

Le 14 septembre 2005, un régime de retraite complémentaire a été institué en faveur de cadres dirigeants avec constitution d'un actif de couverture. Le régime est partiellement externalisé auprès d'une compagnie d'assurance. S'agissant d'un régime à prestations définies, ce plan fait l'objet d'une évaluation actuarielle et d'une comptabilisation selon IAS 19 pour les salariés en activité. Le plan a été fermé courant 2016 et les droits gelés.

Au 31 décembre 2024, l'engagement s'élève à 1,5 million d'euros pour un actif de 0,1 million d'euros.

Allemagne

Les salariés du Groupe en Allemagne bénéficient de divers dispositifs (retraite, rémunération différée, primes de jubilés, préretraite) qui constituent des engagements long terme pour le Groupe.

Les actifs de couverture se détaillent ainsi :

	Royaume-Uni		États-Unis		Allemagne	
	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024
	Part	Part	Part	Part	Part	Part
Action	— %	— %	55,82 %	77,17 %	21,37 %	21,15 %
Obligation	— %	99,86 %	37,36 %	— %	78,63 %	78,85 %
Immobilier	— %	— %	— %	— %	— %	— %
Autres immobilisations financières	100,00 %	0,14 %	6,82 %	22,83 %	— %	— %

Les « Autres » du Royaume Uni concerne du Cash & Index Linked Gilts. En France, 100 % des actifs sont placés dans l'actif général d'une compagnie d'assurance.

Au 31 décembre 2024, un test de sensibilité au taux d'actualisation a été effectué : une augmentation de ce taux de 1 % entraînerait une baisse d'environ 14,9 millions d'euros de ces engagements.

Royaume-Uni

Le Groupe participe au financement d'un régime de retraite à prestations définies au profit des salariés du Groupe. Les engagements sont externalisés et gérés par des acteurs reconnus sur les marchés financiers.

Au 31 décembre 2024 un test de sensibilité au taux d'actualisation a été effectué : une augmentation de ce taux de 1 % entraînerait une baisse d'environ 6,6 millions d'euros de ces engagements.

Brésil

Au Brésil, le Groupe participe au financement d'indemnités de fin de carrière, de primes de jubilés et d'un régime de frais de santé des retraités (fermé).

Les indemnités de fin de carrière sont partiellement externalisées dans un fonds dont le total des actifs s'élève à 0,3 million d'euros en 2024 (0,3 million d'euros en 2023). Le Groupe n'a pas payé de cotisation ni 2024, ni en 2023.

Mexique / Indonésie / Arabie saoudite

Les engagements au Mexique, en Indonésie et en Arabie saoudite restent peu significatifs pour le Groupe.

États-Unis

Les salariés du Groupe aux États-Unis bénéficient de régimes de retraite constituant des engagements long terme pour le Groupe, partiellement couvert par des actifs.

Autres pays

Les engagements des autres pays sont provisionnés selon les normes locales. Ils sont jugés non significatifs au niveau du Groupe.

Les charges comptabilisées au cours de l'exercice comprennent les droits supplémentaires acquis au titre d'une année supplémentaire de présence, la variation des droits existants en début d'exercice du fait de l'actualisation financière, les coûts des services passés enregistrés dans la période, le rendement attendu des actifs de régime, les effets des réductions ou liquidations de plans, l'amortissement des écarts actuariels. La part relative à l'actualisation des droits est enregistrée en résultat financier et le rendement des actifs de régime est enregistré dans les produits financiers.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Le calcul de l'obligation au titre des prestations définies est sensible aux hypothèses indiquées ci-dessus.

Une variation d'un point de pourcentage des hypothèses respectives aurait les impacts suivants sur l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture :

<i>En millions d'euros</i>	Augmentation d'un point	Diminution d'un point
Taux d'actualisation	(30)	35
Taux d'augmentation des salaires	3	(3)
Taux de revalorisation des prestations de retraite	19	(14)

Note 9 • Provisions pour risques et charges et passifs éventuels

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture, le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les provisions sont actualisées si l'effet du temps est significatif (par exemple dans le cas de provisions pour risques environnementaux ou pour remise en état de sites). L'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est alors comptabilisée en charges financières.

Dans le cadre d'une restructuration, les charges afférentes ne sont provisionnées que si la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillés ou d'un début d'exécution à la clôture de la période.

Les litiges (techniques, garanties, contrôles fiscaux) sont provisionnés dès lors qu'une obligation du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

	31/12/2023			31/12/2024		
	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant
Litiges et engagements commerciaux	24 016	18 522	5 494	18 851	7 008	11 843
Commandes en carnet - Pertes à terminaison	44 161	—	44 161	10 036	—	10 036
Mesures d'adaptation et restructuration	272 489	119 769	152 720	117 776	71 696	46 080
Risques fiscaux (impôts indirects, taxes, etc.)	11 078	11 069	9	7 369	7 369	—
Provisions environnementales	17 627	16 927	700	27 024	19 398	7 626
Autres immobilisations financières	80 832	34 511	46 321	49 075	41 199	7 876
TOTAL	450 203	200 798	249 405	230 131	146 670	83 461
Au 1^{er} janvier	600 868	246 143	354 725	450 203	200 798	249 405
Dotations	176 593	20 971	155 622	68 883	22 419	46 464
Utilisations	(315 858)	(28 033)	(287 825)	(280 592)	(58 199)	(222 393)
Autres reprises	(16 032)	(3 962)	(12 070)	(4 152)	—	(4 152)
Effet des variations de change	5 815	3 789	2 026	(18 833)	(10 471)	(8 362)
Reclassement et autres variations	(1 183)	(38 110)	36 927	14 622	(7 877)	22 499
AU 31 DÉCEMBRE	450 203	200 798	249 405	230 131	146 670	83 461

9.1 Provisions pour litiges, engagements commerciaux et pertes sur commandes en carnet

Les litiges sont provisionnés dès lors qu'une obligation du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

9.2 Provisions pour mesures d'adaptation et restructuration

Les coûts des plans sociaux et des mesures d'adaptation sont provisionnés lorsque ces mesures ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce avant la date de clôture des comptes ou d'un début d'exécution. Elles incluent les coûts suivants :

- indemnités de licenciement et de fin de contrat de travail versées au personnel dont la Société n'attend plus de contrepartie ;

- coûts de maintien du personnel après l'arrêt d'activité et jusqu'à la fermeture du site (indemnités de préavis non effectués par exemple) ;

- indemnités pour rupture de contrat versées aux fournisseurs ;

Le montant de la provision au 31 décembre 2024 s'élève à 118 millions d'euros, contre 272 millions d'euros au 31 décembre 2023.

9.3 Provision pour risques fiscaux

Cette provision couvre essentiellement des risques consécutifs à des contentieux fiscaux au Brésil, certains couverts par des dépôts de garantie (cf. note 2.8.3).

9.4 Provisions environnementales

Elles couvrent les coûts futurs de décommissionnement de la mine de Pau Branco et autres demandes de réparation liées à l'environnement.

9.5 Autres provisions courantes et non courantes

Au 31 décembre 2024, les autres provisions non courantes concernent principalement :

- les indemnités et pénalités à verser pour réparation des dommages occasionnés suite aux pluies exceptionnelles intervenues en janvier 2022 dans la mine de Pau Branco dans l'État du Minas Gerais (Brésil) ;
- les autres coûts liés à la fermeture des sites industriels (coûts de démantèlement, nettoyage...) des sites industriels arrêtés ;
- les remises clients, pénalités de retard et divers risques identifiés à la clôture, aucune n'étant individuellement significative ;
- les litiges sociaux.

En 2024, suite à la fermeture de VAD (2023) Montbard (2022), Saint-Saulve (2022) et Déville (2021) seule la forge d'Aulnoye-Aymeries est encore soumise au système européen d'échange de quotas d'émission (EU ETS). Les quotas restants des sites allemands ont été acquis par l'usine française, pour un total 13 773 tonnes de CO₂, auquel vient s'ajouter la propre réserve de Vallourec de 27 344 tonnes de CO₂, l'usine française a donc collecté bien plus que le montant qu'elle devra restituer pour 2024 et 2025.

Note 10 • Actifs destinés à être cédés et périmètre

10.1 Actifs et passifs destinés à être cédés et activités abandonnées

Lorsque le Groupe s'attend à recouvrer la valeur d'un actif, ou d'un groupe d'actifs, par sa vente plutôt que par son utilisation, cet actif est présenté distinctement sur la ligne « Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées » de l'état de la situation financière, conformément à la norme IFRS 5 - Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées.

Les passifs relatifs à cet actif, le cas échéant, sont également présentés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière (« Passifs liés aux actifs destinés à être cédés et activités abandonnées »).

Un actif classé comme tel est évalué au montant le plus faible de sa valeur comptable et de sa juste valeur, diminuée des frais liés à la vente. Il ne fait en conséquence plus l'objet d'un amortissement.

Les actifs et passifs destinés à être cédés à fin 31 décembre 2024 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	31/12/2023	31/12/2024
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées	1 081	1 060
Passifs destinés à être cédés et activités abandonnées	—	—
NET ACTIFS (PASSIFS) DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES	1 081	1 060

10.2 Périmètre

Le Groupe est constitué de la société holding Vallourec S.A. et de ses filiales consolidées conformément aux principes décrits en note 1.2.3.

	31/12/2023	31/12/2024
Sociétés intégrées globalement	49	52
Co-entreprises	—	—
Entreprises associées	2	2
TOTAL	51	54

Le 1^{er} janvier 2024, les entreprises suivantes ont été intégrées dans le périmètre de consolidation :

- Vam Far East Pte Ltd ;
- Vam Field Service Angola Lda. ;
- Valinox Nucléaire Tubes (Guangzhou) Co., Ltd.

	Activités	% intérêt	Pays
SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT			
Europe			
Serimax Angola Ltd	Services	80,00	Royaume-Uni
Serimax Field Joint Coating Ltd	Services	80,00	Royaume-Uni
Serimax Holdings S.A.S.	Services	80,00	France
Serimax Ltd	Services	80,00	Royaume-Uni
Serimax S.A.S.	Services	80,00	France
Vallourec Deutschland GmbH	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	Allemagne
Vallourec Oil & Gas France S.A.S.	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	France
Vallourec Oil & Gas UK Ltd	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	Royaume-Uni
Vallourec S.A.	Holding	100,00	France
Vallourec Services S.A.	Holding	100,00	France
Vallourec Tubes France S.A.S.	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	France
Vallourec Tubes S.A.S.	Holding	100,00	France
Vallourec Umbilicals S.A.S.	Production et Ventes de Produits	100,00	France
Amérique du Nord			
Serimax North America LLC	Services	80,00	États-Unis
Vallourec Canada Inc.	Ventes de Produits, Services	100,00	Canada
Vallourec Holdings Inc.	Holding	100,00	États-Unis
Vallourec Industries Inc.	Holding	100,00	États-Unis
Vallourec Oil and Gas Mexico SA de CV	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	Mexique
Vallourec Star, LP	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	États-Unis
Vallourec Tube-Alloy LP	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	États-Unis
Vallourec USA Corporation	Ventes de produits, Services	100,00	États-Unis
VAM USA	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	États-Unis
Vallourec Digital Solutions	Ventes de Produits, Services	100,00	États-Unis
Amérique du Sud			
Serimax Do Brasil Serviços de Soldagem e Fabricação Ltda	Services	100,00	Brésil
Tubos Soldados Atlântico	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	Brésil
Vallourec Florestal Ltda	Production et Ventes de Produits	100,00	Brésil
Vallourec Soluções Tubulares do Brasil	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	Brésil
Vallourec Transportes e Serviços do Brasil Ltda	Services	100,00	Brésil
Vallourec Tubos do Brasil S.A.	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	Brésil
Vallourec Uruguay S.A.	Ventes de produits, Services	100,00	Uruguay
Vallourec Tubos para Industria Ltda	Production et Ventes de Produits, Services	75,00	Brésil
Asie			
Kestrel Wave Investment Ltd	Holding	100,00	Hong Kong
P.T. Citra Tubindo Tbk	Production et Ventes de Produits, Services	81,72	Indonésie
Serimax South East Asia Pte Ltd	Services	80,00	Singapour

	Activités	% intérêt	Pays
Serimax Welding Services Malaysia sdn bhd	Services	80,00	Malaisie
Serimax Saudi Arabia Corp.	Services	80,00	Arabie saoudite
Vallourec Al Qahtani Tubes Llc	Ventes de produits, Services	75,00	Arabie saoudite
Vallourec Asia Pacific Corp Pte Ltd	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	Singapour
Vallourec Changzhou Co. Ltd	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	Chine
Vallourec Middle East FZE	Ventes de produits, Services	100,00	Émirats arabes unis
Vallourec Oil & Gas (China) Co., Ltd	Ventes de produits, Services	100,00	Chine
Vallourec Saudi Arabia Ltd	Production	80,00	Arabie saoudite
Vallourec Tianda (Anhui) Co., Ltd.	Production et Ventes de Produits, Services	99,73	Chine
Vallourec Tubular Services AD	Services	49,00	Émirats arabes unis
Vam Far East	Services	51,00	Singapour
Valinox Nucléaire Tubes (Guangzhou) Co., Ltd.	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	Chine
Reste du Monde			
Serimax Australia Pty Ltd	Services	80,00	Australie
Serimax OOO	Services	80,00	Russie
Vallourec Nigeria Ltd	Production et Ventes de Produits, Services	100,00	Nigeria
Vallourec Oil and Gas Nigeria Ltd	Ventes de produits, Services	100,00	Nigeria
Vallourec Oil and Gas Uganda	Services	100,00	Ouganda
Vam Field Service Angola Lda.	Services	100,00	Angola

Note 11 • Autres informations et événements postérieurs à la clôture

11.1 Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux

	KPMG		Deloitte		EY	
	Montant (HT)		Montant (HT)		Montant (HT)	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024
CERTIFICATION DES COMPTES INDIVIDUELS ET CONSOLIDÉS ^(a)						
Émetteur	278	350	278	—	—	690
%	17 %	18 %	24 %	— %	— %	35 %
Filiales intégrées globalement	1 179	1 379	857	—	—	1 254
%	73 %	71 %	74 %	— %	— %	65 %
Sous-total	1 456	1 729	1 135	—	—	1 944
SERVICES AUTRES QUE LA CERTIFICATION DES COMPTES ^(b)						
Émetteur	75	119	11	—	—	—
%	5 %	6 %	1 %	— %	— %	— %
Filiales intégrées globalement	79	91	15	—	—	—
%	5 %	5 %	1 %	— %	— %	— %
Sous-total	154	210	26	—	—	—
TOTAL	1 611	1 939	1 161	—	—	1 944

(a) Pour EY, pour l'exercice 2024, les honoraires d'audit légal de l'émetteur incluent les frais liés à la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD).

(b) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande du Groupe. Pour KPMG, elles correspondent pour l'exercice 2024 principalement à la réalisation des diligences effectuées dans le cadre (i) de la mission d'organisme tiers indépendant relative aux informations RSE du rapport de gestion et (ii) de revues de conformité de déclarations fiscales sur des filiales hors Union européenne.

11.2 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.